

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 21 juin 1983, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "sur l'immigration et l'intégration des étrangers, et sur l'acquisition et la perte de (la) nationalité belge", et en ayant délibéré dans ses séances des 2, 3, 4 et 5 août 1983, a donné le 5 août 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 21e juni 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "op de immigratie en de integratie van de vreemdelingen, en op de vererving en het verlies van de Belgische nationaliteit", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 2, 3, 4 en 5 augustus 1983, heeft de 5e augustus 1983 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé devrait être rédigé de la manière suivante, de l'accord du délégué du Ministre :

"Avant-projet de loi relatif à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité (belge)".

FORMULE DE PROPOSITION.

De l'accord du délégué du Ministre, la liste des ministres proposant devrait être complétée de manière à y inclure tous les ministres dont les départements sont intéressés par les dispositions du projet.

DISPOSITIF.

Examen du titre Ier. Dispositions modifiant la
condition des étrangers.

De l'accord du délégué du Ministre, l'intitulé du "Titre Ier" devrait être rédigé de la manière suivante :

"Titre Ier.- Dispositions relatives à certains aspects de la condition des étrangers".

+

.../...

De l'accord du délégué du Ministre, l'intitulé du "Chapitre premier" serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre Ier.- Dispositions en matière de regroupement familial".

+

Article 1er.

Dans la phrase introductive de l'article 10 en projet, les mots "et sans préjudice des dispositions de l'article 9" sont superflus et doivent être omis, car il va de soi que l'article 10 doit être appliqué de manière combinée avec toutes les autres dispositions de la loi.

Si, cependant, le Gouvernement tenait à maintenir cette réserve, mieux vaudrait, pour ne pas alourdir le texte à l'excès, écrire : "Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12, sont de plein droit ...".

Tel qu'il sera complété ainsi qu'il sera proposé ci-après, l'article 10, devrait, dès le 4°, envisager l'hypothèse où le conjoint ou l'enfant vient rejoindre un étranger autorisé à s'établir dans le Royaume.

Par ailleurs, il conviendrait d'éliminer deux discordances entre le texte français et le texte néerlandais qui, selon les indications fournies au Conseil d'Etat, correspond mieux aux intentions du Gouvernement. Il serait donc préférable d'écrire :

"4° le conjoint étranger d'un étranger admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume ou autorisé à s'y établir, qui vient vivre avec lui, ainsi que leurs enfants qui sont à leur charge, et qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans, ...".

.../...

Les mots "à moins qu'un accord international liant la Belgique ne prévoie des dispositions plus favorables", qui figurent à la suite de ce texte dans le projet, sont superflus et pourraient être omis. Les délégués du Ministre ont cependant fait valoir que ces mots étaient de nature à prévenir un malentendu dans l'interprétation de la loi. Ce malentendu pourrait être dissipé par l'exposé des motifs.

Il n'est pas d'usage que la subdivision numérotée d'un alinéa contienne elle-même plus d'un alinéa, car cette manière de faire crée de grands risques de confusion dans les références à des dispositions ainsi présentées. Les alinéas 2 et 3 du 4° devraient donc former les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 10. Ils gagneraient, pour le surplus, à être rédigés comme suit :

"Lorsque le conjoint ou l'enfant d'un étranger admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume ou autorisé à s'y établir a été lui-même admis à y séjourner en application de l'alinéa 1er, 4°, le droit de rejoindre le même étranger ne peut plus être invoqué qu'au cours de la même année civile et de l'année civile suivante.

Quand un étranger a été admis à séjourner dans le Royaume par application de l'alinéa 1er, 4°, ni son conjoint ni ses enfants ne peuvent invoquer le droit de venir le rejoindre en vertu de la même disposition.

L'alinéa 1er, 4°, n'est pas applicable aux membres de la famille de l'étranger autorisé à séjourner en Belgique pour y faire des études".

Article 2.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 15 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que les mots "sous réserve de l'article 10, 4°, alinéa 2" (lire 10, alinéa 2, selon le texte proposé plus haut pour cette disposition) traduiraient l'intention de rendre applicables au cas prévu par l'article 15, alinéa 1er, 2°, en projet, les restrictions portées par l'article 10, alinéa 2. Cette intention serait reflétée de manière plus précise par la répétition des restrictions indiquées, en les adaptant à la situation particulière prévue par l'article 15 en projet.

Le texte suivant est proposé pour être inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

"Lorsque le conjoint ou l'enfant d'un étranger autorisé à s'établir dans le Royaume a été lui-même autorisé à s'y établir en application de l'alinéa 1er, 2°, le droit de rejoindre le même étranger ne peut plus être invoqué qu'au cours de la même année civile et de l'année civile suivante.

Quand un étranger a été autorisé à s'établir dans le Royaume par application de l'alinéa 1er, 2°, ni son conjoint, ni ses enfants ne peuvent invoquer le droit de venir le rejoindre en vertu de la même disposition".

Par ailleurs, à l'alinéa 1er, 1°, du texte de l'article 15 en projet, il conviendrait d'écrire : "... définies à l'article 10, alinéa 1er, 2° et 3°;", et, au 2°, d'écrire, notamment pour la raison indiquée ci-dessus :

"2° au conjoint étranger d'un étranger autorisé à s'établir dans le Royaume, qui vit avec ce dernier, ainsi qu'à leurs enfants qui vivent avec eux et qui, soit n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, soit sont à leur charge".

L'intitulé du chapitre II serait rédigé de manière plus conforme à celui du chapitre Ier dans les termes suivants :

"Chapitre II.- Dispositions relatives aux étudiants".

+

Article 3.

Suivant l'exposé des motifs, le droit à l'autorisation de séjour serait réservé "à ceux qui viennent faire des études supérieures au sens large, y compris ceux qui viennent fréquenter l'enseignement technique supérieur ou accomplir une année préparatoire à des études supérieures sensu stricto".

Cette précision devrait être insérée dans le texte. Celui-ci devrait d'ailleurs recourir à la terminologie légale. Il est donc proposé de rédiger l'article comme suit :

"Article 3.-

Dans l'article 58, alinéa 1er, de la même loi, les mots "qui désire faire des études en Belgique" sont remplacés par les mots "qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre l'année préparatoire à l'enseignement supérieur, visée à l'article 2, § 1er, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire".

Article 4.

Le mot "élève" continuant à se justifier dès lors que l'article 3 inclut l'année préparatoire à l'enseignement supérieur, l'article 4 devient sans objet et doit être omis.

.../...

Article 5 (devenant l'article 4).

Suivant l'article 61 en projet :

"Sans préjudice des autres dispositions de la loi, le Ministre de la Justice ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire du Royaume à l'étranger autorisé à y séjourner pour faire des études lorsque cet étranger prolonge son séjour au-delà des études ou exerce une activité lucrative entravant manifestement la poursuite normale de ses études ou ne se présente pas aux examens sans motif valable, ne répondant plus ainsi aux conditions attachées à sa qualité d'étudiant.

Ces mêmes mesures peuvent être prises à l'égard des membres de la famille dont le séjour est limité à celui de l'étudiant".

Alors que l'article 61 de la loi du 15 décembre 1980 soumet à des causes spécifiques de renvoi l'étranger autorisé à séjourner en Belgique pour y faire des études, la disposition en projet tend à substituer à cette mesure le pouvoir du Ministre ou de son délégué, de donner, pour les mêmes causes, un ordre de quitter le territoire.

La loi du 15 décembre 1980 distingue quatre mesures d'éloignement du territoire selon la durée du séjour régulier en Belgique. L'ordre de quitter le territoire se rapporte uniquement à l'étranger qui n'a pas été autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume et qui se trouve dans un des cas énumérés par l'article 7 de la loi.

Dans la situation visée par l'article 61 en projet, l'ordre de quitter le territoire aurait pour destinataire un étranger qui a été admis au séjour pour une durée limitée mais nécessairement supérieure à trois mois et qui a cessé de satisfaire aux conditions mises à son séjour. Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il y a lieu d'introduire dans la loi du 15 décembre 1980 une modification qui risque de rompre la cohérence et de briser l'harmonie des différentes parties de cette loi.

En outre, selon les explications données par les délégués du Ministre, les modifications à l'article 61 de la loi du 15 décembre 1980 contenues dans la disposition en projet tendent seulement à permettre au Ministre de la Justice ou à son délégué d'éloigner par un simple ordre de quitter le territoire l'étudiant qui prolonge son séjour au-delà du temps des études, et dont le titre de séjour n'a, pour ce motif, pas été renouvelé. L'intention du Gouvernement n'est ni de prendre cette mesure à l'égard d'un étudiant qui exerce une activité lucrative entravant manifestement la poursuite normale de ses études ou qui ne se présente pas aux examens sans motif valable, ni, par conséquent, de restreindre dans ces deux dernières hypothèses les garanties dont le législateur a voulu entourer l'éloignement d'un étranger qui a été admis ou autorisé à séjourner.

Pareille intention serait exprimée de manière plus adéquate si la mesure prévue par l'article 61 en projet était limitée au premier des trois motifs de renvoi actuellement prévus par cet article. Dans cette hypothèse, l'Administration aurait le choix entre les deux mesures d'éloignement du territoire.

Dès lors et sous réserve de l'observation de principe faite ci-dessus, il est proposé de rédiger l'article de la manière suivante :

"Article 4.-

L'article 61 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

"Le Ministre de la Justice ou son délégué peut aussi donner l'ordre de quitter le territoire à l'étranger qui, après avoir été autorisé à séjourner en Belgique pour y faire des études, a prolongé son séjour au-delà du temps de ces études et n'est plus en possession d'un titre de séjour régulier. La même mesure peut, aux mêmes conditions, être prise à l'égard des membres de la famille de l'étudiant, dont le droit de séjour est limité à

.../...

la durée des études de celui-ci. Dans l'un et l'autre cas, l'ordre de quitter le territoire indique qu'il a été fait application du présent alinéa".

+

Il y aurait avantage à intervertir les chapitres III et IV, de manière à ne pas rompre la continuité des dispositions modificatives de la loi du 15 décembre 1980.

+

L'intitulé du chapitre III (devenant IV) serait rédigé de manière plus conforme à celui des chapitres précédents dans les termes suivants :

"Chapitre IV.- Dispositions relatives à l'aide sociale".

+

Article 6.

L'article 6 du projet procède par remplacement de tout l'article 57 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

En réalité, l'objet de l'article est d'insérer dans ledit article 57 un alinéa 4 nouveau.

Mieux vaudrait dès lors, s'agissant d'une loi autre que celle du 15 décembre 1980, procéder, conformément à l'usage, par l'insertion de l'alinéa 4 nouveau et rédiger la phrase liminaire comme suit :

.../...

"Dans l'article 57 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :".

A l'alinéa 4 en projet, les termes "en situation illégale" risquent de prêter à confusion. Mieux vaudrait écrire, de l'accord des délégués du Ministre :

"Toutefois, s'il s'agit d'étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume, ...".

Le texte se poursuivrait de manière à la fois plus simple et grammaticalement plus correcte dans les termes suivants : "... , l'aide sociale se limite à l'aide matérielle et médicale nécessaires pour assurer la subsistance. Dans ce cas, l'aide matérielle peut n'être assurée que par des prestations en nature".

Article 7 (devenant l'article 5).

Dans l'avis précédant le projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la section de législation du Conseil d'Etat a fait observer que l'article 14 de la loi en projet, qui permettait au Ministre de la Justice d'interdire à un étranger de s'établir ou de séjourner dans certaines communes s'il estimait "que l'accroissement de la population étrangère dans ces communes (devenait) excessif" était, tel qu'il était rédigé, incompatible avec l'article 2 du Protocole n° 4 du 16 septembre 1963 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Chambre, session 1974-1975, doc. 653/1, p. 72).

.../...

Dans l'exposé des motifs du même projet de loi, le Gouvernement s'est expliqué sur les motifs pour lesquels il avait supprimé l'article 14 du projet initial (ibid., p. 21).

La question actuellement soumise au Conseil d'Etat est de savoir si la rédaction proposée pour l'article 18bis qui devrait être inséré dans la loi du 15 décembre 1980, satisfait aux obligations internationales contractées par la Belgique.

L'article 18bis en projet est rédigé comme suit :

"Article 18bis.

Le Roi, sur proposition du Ministre de la Justice, peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, interdire sous les peines prévues à l'article 75, par voie de disposition générale et pour une période déterminée, aux étrangers autres que les étrangers C.E. et assimilés au sens de l'article 40, de séjourner ou de s'établir dans certaines communes, s'il estime que l'accroissement de la population étrangère dans ces communes nuit à l'intérêt public.

Pour faire ladite proposition, le Ministre de la Justice doit avoir recueilli à son initiative un avis conforme et motivé émanant du Conseil communal intéressé statuant à la majorité des deux tiers, et l'avis du Gouverneur de la province.

L'interdiction ne s'adresse qu'à ceux qui, au moment où elle entre en vigueur, n'étaient pas établis dans le Royaume et ne séjournaient pas dans la commune où elle s'applique. Elle ne vise pas l'étranger qui est dispensé de se faire inscrire à l'administration communale en vertu de la loi ou d'un arrêté royal.

L'interdiction ne s'applique pas non plus :

- 1° aux personnes qui bénéficient du droit au regroupement familial en vertu de l'article 10, 4°, et de l'article 15, alinéa 1er, 2°;
- 2° aux personnes autorisées à séjourner en Belgique, qui ont avec un étranger séjournant dans la commune intéressée le rapport de parenté ou d'alliance mentionné à l'article 10, 4°, et viennent vivre avec lui.

.../...

Le bourgmestre d'une commune où l'interdiction est en vigueur peut, par dérogation à l'alinéa 1er, permettre à l'étranger qui en fait la demande, de séjourner dans cette commune pour une période déterminée. La demande n'est recevable que si elle est motivée et que le demandeur ait le droit de séjourner en Belgique durant cette période. Si la dérogation n'est pas accordée dans les trente jours de la demande, le demandeur peut adresser, par lettre recommandée, une requête motivée au Ministre de la Justice qui l'accorde ou la refuse".

Selon l'alinéa 1er de cet article, le motif justifiant la mesure est "que l'accroissement de la population étrangère dans ces communes (nuise) à l'intérêt public". Il y a lieu d'apprécier si l'utilisation de ces derniers mots, empruntés à l'article 2, 4, du Protocole n° 4 précité, satisfait aux exigences posées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales combinée avec le Protocole n° 4, et par les articles 12 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966. Le Pacte a été approuvé par la loi du 15 mai 1981 (Moniteur du 6 juillet 1983) et ses articles 12 et 26 n'apparaissent pas parmi ceux qui ont suscité une réserve ou une déclaration faites par le Gouvernement belge lors du dépôt de son instrument de ratification. Toutefois, le Gouvernement a fait une déclaration ayant pour objet l'article 2, paragraphe 2, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et qui a été libellée dans les termes suivants :

"(4) Lors du dépôt de son instrument de ratification la Belgique a fait les Déclarations suivantes :

Concernant le paragraphe 2 de l'article 2, le Gouvernement belge interprète la non-discrimination fondée sur l'origine nationale comme n'impliquant pas nécessairement l'obligation pour les Etats de garantir d'office aux étrangers les mêmes droits qu'à leurs nationaux. Ce concept doit s'entendre comme visant à écarter tout comportement arbitraire mais non des différences de traitement fondées sur des considérations objectives et raisonnables, conformes aux principes qui prévalent dans les sociétés démocratiques" (Moniteur, 6 juillet 1983, p. 8829).

Cette déclaration n'est pas applicable au Pacte du même jour relatif aux droits civils et politiques.

+

+ +

La conformité de la disposition contenue dans l'article 18bis en projet avec les obligations internationales de la Belgique dépend de l'interprétation qui doit être donnée au Pacte international relatif aux droits civils et politiques d'une part, à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et au Protocole n° 4 à cette Convention d'autre part. Deux thèses peuvent être défendues à cet égard.

En faveur de la première thèse selon laquelle cette disposition serait incompatible avec les obligations internationales de Belgique, on peut faire valoir les considérations suivantes.

1° La Convention européenne et les Protocoles ont pour domaine d'application quant aux personnes "toute personne relevant de (la) juridiction" des Hautes Parties Contractantes (Convention, article 1er). Le Pacte international a, à cet égard, la même portée. Les droits garantis sont jugés à ce point essentiels qu'ils ne tolèrent pas, en principe, de discrimination entre le ressortissant et l'étranger. Cette volonté est exprimée par la prohibition des discriminations énumérées dans l'article 14 de la Convention européenne et dans l'article 26 du Pacte international, prohibition sur laquelle on reviendra; elle résulte aussi de la circonstance que plusieurs dispositions de la Convention et des Protocoles se réfèrent tantôt implicitement, tantôt explicitement à la condition propre des étrangers. A titre d'exemples de référence implicite, on peut citer l'article 5, 1, f, et l'article 15, ce dernier permettant, en temps de guerre,

.../...

de déroger à la plupart des obligations prévues par la Convention et notamment à celles de l'article 14, afin, par exemple, de soumettre à des restrictions l'exercice de certains droits ou de certaines libertés par les étrangers. L'article 16 de la Convention et l'article 4 du Protocole n° 4 prévoient des règles particulières applicables aux étrangers comme tels.

2° Dans plusieurs arrêts, la Cour européenne des droits de l'homme s'est expliquée sur la portée de l'article 14 de la Convention. Il ne s'agit pas d'une disposition autonome, mais "tout se passe comme si l'article 14 faisait partie intégrante de chacune des dispositions garantissant des droits et libertés" (arrêt du 23 juillet 1968 en l'affaire "linguistique belge", série A, n° 6, pp. 33-34, § 9; arrêt "Syndicat national de la police belge", 27 octobre 1975, série A, n° 19, p. 33, § 44; arrêt MARCKX, 13 juin 1979, série A, n° 31, § 32). Dans ce dernier arrêt, la Cour a combiné l'application de l'article 14 de la Convention avec l'article 1er du Protocole n° 1 (arrêt MARCKX, §§ 63-65). Il résulte de ce qui précède que l'article 2 du Protocole n° 4 doit, lui aussi, être combiné avec l'article 14 de la Convention, ce qui signifie que le droit, pour celui qui "se trouve régulièrement sur le territoire d'un Etat", "d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence" ne peut faire l'objet d'aucune distinction fondée sur la race, la couleur, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, ces diverses causes de distinction se trouvant un peu confusément mêlées dans la mise en oeuvre d'une restriction qui ne s'appliquerait qu'à des catégories très particulières parmi les étrangers et ce d'autant plus que le dernier alinéa de l'article 18bis en projet permettrait d'apporter des dérogations individuelles à la restriction collective. On ajoutera que la rédaction de l'article 2, 1, du Protocole n° 4 vise les étrangers plutôt que les nationaux, l'expression "quiconque se trouve régulièrement sur le territoire d'un Etat" étant plus appropriée pour les premiers que pour les seconds, le besoin de protection contre les restrictions au droit de circuler librement sur

toute l'étendue du territoire étant aussi davantage ressenti par les premiers que par les seconds.

3° L'article 2, 4, du Protocole n° 4 permet-il au législateur belge d'habiliter le Gouvernement à prendre les mesures prévues par l'article 18bis en projet ? L'article 14 de la Convention se combine aussi bien avec les dispositions qui restreignent ou permettent de restreindre les droits et libertés garantis qu'avec les dispositions garantissant ces droits et libertés. Dès lors, les restrictions qui peuvent être apportées à un droit garanti ne sauraient l'être d'une manière qu'il faudrait juger discriminatoire au regard de l'article 14.

4° Les travaux préparatoires du Protocole n° 4 procurent quelques indications sur la portée de la notion d'intérêt public dans l'article 2, 4. Le texte actuel provient d'une modification apportée par le Comité d'experts au texte proposé par l'Assemblée. Le texte initial incluait parmi les causes justifiant les restrictions, celles qui étaient fondées sur les nécessités de la prospérité économique du pays. D'après le rapport explicatif, "le Comité a décidé de supprimer toute référence dans le paragraphe 3 aux nécessités de la prospérité économique et d'insérer un paragraphe supplémentaire concernant cette question (v. infra par. 18)" (Rapport explicatif sur les Protocoles n°s 2 à 5 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Doc. H (71) 11, 1971, p. 45, § 15. Le même texte est reproduit dans le Recueil des travaux préparatoires du Protocole n° 4, Strasbourg, 1976, p. 720, § 15).

.../...

Le paragraphe 18 du même rapport explicatif mérite d'être intégralement reproduit :

"18. La majorité du Comité s'était prononcée contre l'inclusion d'une clause permettant des restrictions fondées sur les exigences du bien-être économique. Elle admettait toutefois que dans certaines zones il pourrait être nécessaire, pour des raisons légitimes et uniquement dans l'intérêt public au sein d'une société démocratique, d'imposer les restrictions qui pourraient ne pas être couvertes par la notion d'ordre public. Le Comité a décidé en conséquence d'insérer un paragraphe supplémentaire prévoyant que les droits reconnus au paragraphe 1er pourraient également, dans certaines zones déterminées, faire l'objet de restrictions qui, prévues par la loi, sont justifiées par l'intérêt public dans une société démocratique.

Le terme zone, dans l'acception du présent article, ne se réfère pas à une entité géographique ou administrative donnée. Le sens de cette condition est que les restrictions doivent être localisées à un périmètre bien défini" (Rapport explicatif précité, p. 46; Recueil précité, p. 721).

Les indications procurées par les travaux préparatoires du Protocole n° 4 en ce qui concerne plus particulièrement l'article 2, 4, de ce Protocole conduisent donc à penser, d'une part, que l'expression "intérêt public" a une portée plus étendue que celle d'ordre public et, d'autre part, qu'elle a remplacé le concept de "nécessités de la prospérité économique" dont elle a assez manifestement pris la place.

Il faut dès lors se demander si l'hypothèse toute différente visée par le projet du Gouvernement entre dans les prévisions des restrictions permises par le Protocole n° 4 précité. Il paraît certain en outre que la notion d'intérêt public qui est plus large que celle d'ordre public ne satisfait pas aux exigences de l'article 12, 3, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

.../...

La deuxième thèse s'écarte de la première en ce qu'elle estime que les dispositions restrictives applicables à tous les étrangers ne sont pas discriminatoires. Elle pourrait s'appuyer à cet égard sur un passage des travaux préparatoires de la loi du 30 avril 1964 relatif à la disposition qui deviendrait, en vertu de cette loi, l'article 2 D de la loi du 28 mars 1952 (Ann. parl. Sénat séance du 21 mars 1963, pp. 962-963). Sans doute ces travaux sont-ils antérieurs à l'entrée en vigueur en Belgique du Protocole n° 4 mais ils sont contemporains de l'élaboration du texte de ce Protocole.

Les transgressions de la Convention européenne et des Protocoles peuvent faire l'objet de recours devant la Commission européenne des droits de l'homme et, le cas échéant, d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a le pouvoir d'interpréter les dispositions en vigueur. Il est extrêmement difficile, dans l'état actuel de la jurisprudence de ces deux hautes juridictions, de présager celle des deux interprétations résumées ci-dessus qui serait retenue.

En outre, le bref délai dans lequel le Conseil d'Etat a été invité à donner son avis n'a pas permis un examen aussi approfondi qu'il aurait été souhaitable. C'est pourquoi il croit devoir se borner à attirer l'attention des Chambres législatives sur la gravité des risques d'incompatibilité entre l'article 18bis en projet et les dispositions de droit international en vigueur.

+

La phrase liminaire de l'article devrait en tout cas être rédigée comme suit :

"Après l'article 18 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est inséré un chapitre IVbis comprenant un article 18bis rédigé comme suit :

"Chapitre IVbis ...

Article 18bis ..."

Article 8.

Suivant l'article 7 que le Gouvernement veut faire ajouter à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie :

Les tribunaux correctionnels connaissent de ces infractions, sous réserve de l'application de la loi du 15 juin 1899 contenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire".

L'exposé des motifs du projet justifie longuement cette disposition en faisant valoir notamment qu' "une conception trop large de la notion de délit de presse reviendrait pratiquement à empêcher que cette loi (du 30 juillet 1981) ne soit en vigueur au plein sens du terme", car "l'obligation de saisir la Cour d'assises pour des faits hautement répréhensibles certes, mais non au point d'être punis de peines criminelles, risquerait de peser sur l'appréciation de l'opportunité des poursuites, partant d'énerver la force de cette loi". L'exposé des motifs ajoute que la nature même des infractions dont il s'agit, en raison, d'une part, des passions qu'elles peuvent éveiller et, d'autre part, de la difficulté "technique" de les distinguer de simples manifestations d'opinion, incline à en confier le jugement à des magistrats professionnels plutôt qu'au jury.

Le Conseil d'Etat ne peut que constater que l'article 98 de la Constitution fait obstacle à ce que les délits de la presse soient soustraits à la compétence de la Cour d'assises. L'article a été déclaré sujet à révision, mais seulement afin d'y ajouter un alinéa étendant la garantie du jury aux moyens d'information autres que la presse écrite(1).

.../...

(1) Déclaration du pouvoir législatif publiée au Moniteur belge du 6 octobre 1981; voir aussi Chambre, doc. 10 (1981-1982), n° 1/1°, pp. 24-25).

Examen du "Titre II - Code de la nationalité belge".OBSERVATIONS GENERALES.

I. Hormis l'article 1er, qui définit, au sens du Code en projet, la qualité de "mineur", le Code ne contient pas de solution explicite relative au droit applicable aux questions d'état et de capacité préalables à la détermination de la nationalité belge.

Le principe de la compétence de la loi belge n'est assurément pas discutable, mais comme cette loi inclut le système belge de conflit de lois, la réponse ainsi donnée est purement formelle. Il reste à savoir si les questions préalables d'état et de capacité relèvent du droit civil belge ou, le cas échéant, d'une règle étrangère déclarée applicable par le système belge de conflit de lois. La difficulté est d'autant plus aiguë qu'il serait sans doute inadéquat et, selon les explications données par les délégués du Gouvernement, contraire aux intentions de celui-ci, de retenir dans tous les cas l'application systématique de l'une ou de l'autre solution.

Compte tenu du délai très bref dans lequel l'avis a dû être donné, de la complexité de la question et de ce que le projet ne contient aucune disposition sur cette matière, le Conseil d'Etat estime devoir se limiter à indiquer l'existence de la difficulté.

II. L'adjectif "belge" n'est certainement pas indispensable pour qualifier un Code adopté par le législateur belge, qui ne peut évidemment disposer pour une nationalité étrangère. Il a donc été placé entre parenthèses dans les intitulés proposés ci-après.

.../...

Article 9 (devenant l'article 7).

Le liminaire gagnerait à être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 7.-

Les dispositions qui suivent forment le Code de la nationalité (belge) :

"Code de la nationalité (belge).

Chapitre Ier.- Dispositions générales.

..."

Article 2 du Code en projet.

L'acquisition étant un terme susceptible d'une acception étroite et d'une acception large, mieux vaudrait viser d'abord l'attribution de la nationalité belge et écrire : "L'attribution, l'acquisition, la perte ou le recouvrement ...".

La même observation vaut pour toutes les dispositions du projet où la même énumération est faite.

Article 4 du Code en projet.

Sur le modèle du Code français de la nationalité, l'article 4 en projet pourrait, de l'accord des délégués du Ministre, être mieux rédigé comme suit :

.../...

"Article 4. La preuve de la nationalité belge est faite en établissant l'existence des conditions et formalités requises par la loi belge.

Toutefois, lorsque la nationalité belge trouve sa seule source dans la filiation ou l'adoption, elle est tenue pour établie, sauf preuve contraire, si la personne dont l'intéressé prétend tenir cette nationalité a joui d'une manière constante de la possession d'état de Belge.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère exclusivement aux Belges".

Article 5 du Code en projet.

Les mots "pour l'application des dispositions dans lesquelles il est fait usage de cette qualité" sont superflus et, de l'accord des délégués du Ministre, peuvent être omis.

L'article en projet serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 5. Est considéré comme Belge de naissance, celui qui a la nationalité belge autrement que par naturalisation ou par déclaration souscrite en vertu de l'article 16".

Article 6 du Code en projet.

A la fin de l'article, il conviendrait d'écrire : "... , peut être accompli en vertu d'une procuration spéciale et authentique".

.../...

Article 7 du Code en projet.

Les mots "en vertu des dispositions du livre I du Code civil" sont de nature à avoir des conséquences exagérément restrictives. De l'accord des délégués du Ministre, ils devraient être omis.

L'alinéa 1er de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les incapables majeurs et ceux qui y sont assimilés sont représentés, pour accomplir des actes juridiques en matière de nationalité, par leur représentant légal".

Article 8 du Code en projet.

Cet article est rédigé comme suit :

"Article 8. § 1er. Sous réserve des précisions des § 2 et 3 du présent article, sont Belges :

1° l'enfant né en Belgique d'un auteur belge;

2° l'enfant né à l'étranger

- a. d'un auteur belge né en Belgique ou dans des territoires soumis à la souveraineté belge ou confiés à l'administration de la Belgique, ou
- b. d'un auteur belge qui démontre qu'au moment de la naissance de l'enfant, lui-même ou son conjoint a un lien effectif avec la société belge.

Sans préjudice des dispositions a et b ci-dessus, est belge, tout enfant né à l'étranger d'un auteur belge s'il ne possède pas une autre nationalité.

Le mineur né à l'étranger qui tient sa qualité de Belge uniquement de l'alinéa précédent cesse d'être Belge du jour où il est établi, pendant sa minorité, qu'il possède une nationalité étrangère.

.../...

§ 2. Au paragraphe 1er, les mots auteur belge signifient auteur qui, au moment de l'établissement de la filiation pendant la minorité, est Belge. Si la filiation n'est établie qu'après la mort de l'auteur, il suffit que celui-ci ait été Belge au moment de son décès.

L'acquisition de la nationalité belge produit ses effets du jour où la filiation est établie.

§ 3. La filiation, établie après le jugement ou l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption, n'a d'effet sur la nationalité que si elle est établie à l'égard de l'adoptant ou de son conjoint.

§ 4. Du jour où la filiation cesse d'être établie, le mineur perd la qualité de Belge, si celle-ci ne lui est acquise qu'en vertu du présent article".

I. Une des innovations du projet consiste à restreindre l'attribution de plein droit de la nationalité par le seul effet de la filiation : alors que les lois coordonnées permettent sans limite la transmission de la nationalité belge par la filiation quand celle-ci a un tel effet, dans l'article 8, § 1er, du Code en projet, l'attribution de la filiation d'un auteur belge est nécessairement accompagnée d'un autre élément de rattachement à la Belgique, sauf si l'enfant né d'un Belge ou d'une Belge ne possède pas une autre nationalité (paragraphe 1er, alinéa 2). Sans doute la suppression de toute distinction liée à la qualité juridique de la filiation et la circonstance que, selon les dispositions du projet, une mère belge transmettra sa nationalité aux mêmes conditions qu'un père belge, auront-elles pour effet d'augmenter le nombre des enfants auxquels la nationalité belge sera attribuée en raison de leur filiation. Il ne faut toutefois pas exagérer l'incidence quantitative de cet aspect de la réforme envisagée. En effet, dans l'immense majorité des cas réglés par le Code, les deux auteurs de l'enfant partageront la nationalité belge. La modification du droit de la nationalité n'aura d'effet sur ce point que si une femme belge a un enfant légitime issu de son mariage avec un étranger ou si la filiation naturelle est légalement établie à l'égard d'une mère belge et d'un père qui n'a pas cette nationalité

On peut douter que la solution contenue dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, 2°, b, en projet constitue un moyen adéquat d'atteindre le but visé par le Gouvernement. Le concept de "nationalité effective" ou de "lien effectif" est utilisé en droit international, soit comme condition supplémentaire de l'exercice de la protection diplomatique par l'Etat dont une personne a la nationalité (arrêt NOTTEBOHM de la Cour internationale de Justice, 6 avril 1955, C.I.J. Recueil 1955, p. 5), soit pour trancher un conflit de nationalités (Convention de La Haye du 12 avril 1930 concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité, article 5). Toutefois, dans ces deux hypothèses, l'élément d'effectivité suppose que la nationalité ait été établie selon la législation de l'Etat compétent et elle n'est pas une condition de l'attribution même de cette nationalité. En outre, il paraît peu compatible avec la sécurité juridique de subordonner l'attribution de plein droit de la nationalité belge en raison de la filiation à la vérification d'une condition aussi indéterminée que celle d' "un lien effectif avec la société belge". Le maintien d'un tel élément aurait nécessairement pour effet de contraindre les autorités administratives à vérifier les faits allégués par l'intéressé et à se prononcer sur leur pertinence et de laisser beaucoup de situations incertaines tant qu'elles n'auraient pas été vidées à l'occasion d'une action judiciaire. C'est aussi pourquoi le recours à la notion de lien effectif n'est, sous réserve d'une meilleure formulation, pas critiquable quand cette notion appartient aux conditions d'une acquisition de la nationalité qui n'opère pas de plein droit mais seulement au terme d'une procédure judiciaire d'agrément (articles 14, alinéa 3, et 16, § 2, alinéa 2, du Code en projet) ou par l'effet d'une loi de naturalisation (article 19, alinéa 2, du Code en projet).

Le Conseil d'Etat suggère, avec l'accord des délégués du Ministre, que dans l'hypothèse prévue par le paragraphe 1er, 2°, b, précité, la preuve du lien effectif avec la Belgique ne puisse résulter que de la déclaration faite par l'auteur belge de l'enfant né à l'étranger, durant la minorité de celui-ci et dans un délai à compter de la naissance, qui pourrait être raisonnablement fixé à

cinq ans. Quant à l'intéressé lui-même, et pour le cas où son auteur aurait omis de faire une telle déclaration, il trouvera dans la circonstance qu'il est né à l'étranger d'un auteur belge un motif d'acquérir la nationalité belge par option (article 13, 2°, du Code en projet).

+

+ +

La disposition du paragraphe 1er serait plus clairement rédigée si l'hypothèse réglée par l'alinéa 2 de ce paragraphe était incluse dans l'énumération de l'alinéa 1er.

II. Le paragraphe 1er, alinéa 3, et le paragraphe 4 du texte reproduit ci-dessus règlent deux cas dans lesquels la nationalité belge attribuée au moment de la naissance doit s'effacer par la survenance d'un événement ultérieur : dans la première de ces deux dispositions, l'événement est l'acquisition, pendant la minorité, d'une nationalité étrangère; dans la seconde, "la perte" de la qualité de Belge résulte de ce que la filiation à l'égard d'un auteur belge "cesse d'être établie" durant la minorité de l'enfant. Si, dans ces deux cas, il s'agissait véritablement de la perte de la nationalité belge, il serait plus rationnel d'introduire la solution sous l'article 22 du Code en projet. Toutefois, telle ne paraît pas être la véritable nature du changement de nationalité. Dans les deux cas, selon les intentions communiquées au Conseil d'Etat, le Gouvernement tend au contraire à maintenir les effets de la nationalité belge pour la période antérieure à l'événement qui justifie le changement et à consolider définitivement l'attribution de la nationalité si l'événement visé survient après la minorité.

Dans le cas du paragraphe 4, la décision rendue sur le rapport de filiation (on peut penser à un désaveu de paternité ou à l'annulation d'une reconnaissance d'enfant naturel contraire à la loi) a, en droit civil, un caractère déclaratif; la personne est réputée n'avoir jamais eu la filiation ayant fait l'objet d'une

telle décision. Il serait tout à fait impropre de parler à ce sujet de "perte" de la nationalité. Toutefois pour des raisons d'équité ou de convenance pratique qui relèvent du pouvoir d'appréciation du législateur, l'effet particulier que le rapport de filiation a eu dans le domaine de la nationalité peut être maintenu soit jusqu'à la date à laquelle une décision judiciaire a anéanti ce rapport, soit même de manière définitive.

III. Le paragraphe 3 a pour objet de restreindre l'effet que peut avoir sur l'attribution de la nationalité belge l'établissement d'une filiation après l'homologation de l'adoption. Une restriction analogue est déjà prévue en droit civil. Toutefois, la disposition en projet règle de façon trop elliptique deux hypothèses radicalement différentes : d'une part, l'effet de l'établissement de la filiation à l'égard d'un Belge quand l'enfant adoptif est étranger et, d'autre part, l'effet de l'établissement de la filiation à l'égard d'un étranger quand l'enfant adoptif est Belge. Dans chacun de ces cas le législateur belge doit se borner à restreindre l'effet que l'établissement de la filiation peut avoir, respectivement pour l'acquisition et pour la perte de la nationalité belge. On peut toutefois se demander s'il est nécessaire de préciser que l'enfant adoptif de nationalité belge dont la filiation est établie à l'égard d'un étranger après l'homologation ou le prononcé de l'adoption ne perd pas sa nationalité par l'effet de l'établissement de cette filiation. La perte de la nationalité belge ne se présume pas et il suffit dès lors que ce cas ne soit pas repris par l'article 22 et que l'exposé des motifs s'explique sur ce point. Telle est la raison pour laquelle la partie du texte proposé ci-après, qui a pour objet de régler cette question, a été placée entre parenthèses.

.../...

IV. Suivant la première phrase du paragraphe 2, déjà citée ci-dessus :

"Au paragraphe 1er, les mots auteur belge signifient auteur qui, au moment de l'établissement de la filiation pendant la minorité, est Belge".

Il paraît à la fois peu logique et peu pratique de retenir le moment de l'établissement de la filiation pour l'exigence de la nationalité belge. Mieux vaudrait, de l'accord des délégués du Ministre, retenir la date de la naissance.

L'alinéa 2 du même paragraphe fait double emploi avec l'article 2 du Code en projet et doit, dès lors, être omis.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour l'article 8 du Code en projet :

"Article 8. § 1er. Sont Belges :

1° l'enfant né en Belgique d'un auteur belge;

2° l'enfant né à l'étranger :

- a. d'un auteur né en Belgique ou dans des territoires soumis à la souveraineté belge ou confiés à l'administration de la Belgique;
- b. d'un auteur belge ayant fait auprès d'une autorité belge dans un délai de (cinq ans) à dater de la naissance une déclaration réclamant pour son enfant mineur l'attribution de la nationalité belge;
- c. d'un auteur belge, à condition que l'enfant ne possède pas une autre nationalité.

.../...

Le Roi désigne les autorités compétentes pour recueillir la déclaration prévue à l'alinéa 1er, 2°, b, et arrête les formes et les modalités de cette déclaration.

Le mineur auquel la nationalité belge a été attribuée en vertu de l'alinéa 1er, 2°, c, conserve cette nationalité tant qu'il n'a pas été établi pendant sa minorité qu'il possède une nationalité étrangère.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1er, l'auteur doit avoir la nationalité belge au jour de la naissance de l'enfant. Si la filiation n'est établie qu'après la mort de l'auteur, il suffit que celui-ci ait été Belge au moment de son décès.

§ 3. La filiation établie à l'égard d'un auteur belge après la date du jugement ou de l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption n'attribue la nationalité belge à l'enfant que si cette filiation est établie à l'égard de l'adoptant ou du conjoint de celui-ci.

(L'enfant adoptif de nationalité belge ne perd pas cette nationalité au cas où sa filiation est établie à l'égard d'un étranger après la date du jugement ou de l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption).

§ 4. La personne à laquelle a été attribuée la nationalité belge de son auteur conserve cette nationalité si la filiation cesse d'être établie après sa minorité. Si la filiation cesse d'être établie durant la minorité, les actes passés avant que la filiation ne cesse d'être établie et dont la validité est subordonnée à la qualité de Belge, ne peuvent être contestés pour le seul motif que l'intéressé n'avait pas cette nationalité. Il en est de même des droits acquis avant la date à laquelle la filiation a cessé d'être établie".

.../...

Article 9 du Code en projet.

Il y a un manque de cohérence évident entre l'article 9 et l'article 8 puisque l'acquisition de la nationalité belge par adoption n'est pas soumise aux mêmes restrictions que celles que l'article 8 prévoit dans le cas de l'attribution de cette nationalité en raison de la nationalité du père ou de la mère.

Sous cette réserve, et subsidiairement, il conviendrait que le texte indique à quel moment l'enfant doit être mineur pour que son adoption par un Belge lui permette d'acquérir la nationalité belge. A cet égard, et sous la même réserve, le texte suivant est proposé :

"Article 9. Devient Belge, l'enfant adopté par un Belge, s'il est mineur à la date à laquelle l'adoption produit ses effets".

Article 10 du Code en projet.

Suivant l'alinéa 1er,

"Est Belge l'enfant né en Belgique et qui ne possède pas une nationalité étrangère".

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, ce texte s'appliquerait à l'enfant né en Belgique qui, durant sa minorité, aurait perdu la nationalité étrangère qu'il avait à sa naissance.

A l'alinéa 2, il ne semble pas nécessaire de compléter les mots "L'enfant nouveau-né trouvé en Belgique" par la proposition relative "et dont l'acte de naissance a été dressé conformément à l'article 58 du Code civil". Cette proposition relative pourrait être supprimée sans inconvénient.

.../...

Suivant l'alinéa 3,

"Le mineur qui tient sa qualité de Belge du présent article cesse d'être Belge du jour où il est établi, pendant sa minorité, qu'il possède une nationalité étrangère".

Il serait préférable de rédiger la règle de manière à mieux faire apparaître la double intention du Gouvernement, telle qu'elle a été exposée au Conseil d'Etat, de mettre l'accent sur la conservation de la nationalité belge plutôt que sur la perte de celle-ci, et de prendre en compte l'acquisition de la nationalité étrangère sans limiter l'application de la disposition au cas où l'intéressé aurait eu cette nationalité étrangère dès sa naissance, ce que le verbe "possède" pourrait laisser entendre.

L'alinéa 3 devrait donc être rédigé de la manière suivante :

"La nationalité conférée en vertu du présent article est maintenue tant que l'intéressé n'a pas, pendant sa minorité, acquis une nationalité étrangère".

Article 11 du Code en projet.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Est Belge à l'âge de dix-huit ans, la personne née en Belgique d'un auteur qui y est également né, si cette personne réside en Belgique et y a eu sa résidence de manière continue depuis l'âge de quinze ans".

.../...

Suivant le paragraphe 2,

"§ 2. Le paragraphe 1er n'est pas applicable à l'enfant né en Belgique d'un agent diplomatique ou d'un consul de carrière de nationalité étrangère".

Ainsi rédigée, la disposition paraît trop restrictive par rapport, notamment, à l'article II du Protocole concernant l'acquisition de la nationalité, fait à Vienne le 18 avril 1961 (Moniteur belge du 6 juin 1968) (1), et à l'article II du Protocole concernant l'acquisition de la nationalité, fait à Vienne le 24 avril 1963 (Moniteur belge du 14 novembre 1970) (2).

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne conviendrait pas, soit de supprimer la disposition, soit d'en adapter le texte aux obligations internationales auxquelles la Belgique a souscrit.

.../...

- - - - -

- (1) "Article II. Les membres de la mission qui n'ont pas la nationalité de l'Etat accréditaire et les membres de leur famille qui font partie de leur ménage n'acquièrent pas la nationalité de cet Etat par le seul effet de sa législation".
- (2) "Article II. Les membres du poste consulaire qui n'ont pas la nationalité de l'Etat de résidence et les membres de leur famille vivant à leur foyer n'acquièrent pas la nationalité de cet Etat par le seul fait de sa législation".

Article 12 du Code en projet.

Suivant cet article,

"L'acquisition volontaire ou le recouvrement de la qualité de Belge par un auteur ou un adoptant qui exerce l'autorité sur la personne d'un mineur attribue à ce dernier la nationalité belge".

Selon les indications fournies au Conseil d'Etat, l'expression "l'autorité sur la personne d'un mineur" s'applique aux deux auteurs, même après le divorce prononcé.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 12. En cas d'acquisition volontaire ou de recouvrement de la qualité de Belge par un auteur ou un adoptant qui exerce l'autorité sur la personne d'un mineur, la nationalité belge est attribuée à ce dernier".

+

Article 13 du Code en projet.

Dans le texte français du liminaire, le mot "établies" devrait être remplacé par le mot "déterminées".

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans le cas prévu au 2°, la qualité de Belge de l'un des auteurs ou adoptants doit exister au moment de la déclaration. Il conviendrait que le texte précise cette exigence et que le 2° soit, par conséquent, complété par les mots "au moment de la déclaration".

.../...

Les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été rapportées au Conseil d'Etat, seraient mieux traduites, à la fin du 4°, dans les termes suivants : "... avec une personne à l'autorité de laquelle il est légalement soumis".

Article 14 du Code en projet.

Le 2° de l'alinéa 1er devrait se lire comme suit :
"2° avoir eu sa résidence principale en Belgique durant les douze mois qui précèdent;".

L'alinéa 3 de l'article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Est assimilée à la résidence en Belgique, la résidence en pays étranger lorsque le déclarant prouve qu'il a conservé des attaches véritables avec la Belgique".

Article 15 du Code en projet.

A l'alinéa 1er, deuxième ligne, et à l'alinéa 2, troisième ligne, du paragraphe 1er, le mot "remise" devrait être remplacé par le mot "faite".

Les alinéas 1er et 2 du paragraphe 2 seraient mieux libellés de la manière suivante :

.../...

"Sur avis du procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé, le tribunal de première instance prononce sur l'agrément de l'option. Il le refuse si un empêchement résulte de faits graves, qu'il doit préciser dans les motifs de sa décision, ou s'il y a des raisons, qu'il doit également préciser, d'estimer que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante.

La décision est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision du tribunal, par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé".

Article 16 du Code en projet.

Le paragraphe 1er n'ayant aucune portée normative pourrait être omis dans le projet.

Le paragraphe 2 (en tête duquel il y a lieu de supprimer le signe § 2) deviendrait le texte de l'article dans la rédaction suivante :

"Article 16. L'étranger qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité belge ou dont le conjoint acquiert la nationalité belge au cours du mariage peut, si les époux ont résidé ensemble en Belgique pendant au moins six mois et tant que dure la vie commune en Belgique, acquérir la qualité de Belge par déclaration faite et agréée conformément à l'article 15. Le tribunal peut surseoir à statuer si, pour des motifs propres à l'espèce, il estime que la durée de la résidence commune en Belgique est insuffisante pour lui permettre d'apprécier la volonté d'intégration du déclarant.

Est assimilée à la vie commune en Belgique, la vie commune en pays étranger lorsque le déclarant prouve qu'il a acquis des attaches véritables avec la Belgique".

Article 17 du Code en projet.

Cet article est rédigé dans les termes suivants :

"Article 17. Peut acquérir la nationalité belge dès l'âge de 18 ans par déclaration faite dans la forme prévue à l'article 15, la personne qui, sans jamais avoir été Belge, a néanmoins joui de façon constante, de la possession d'état de Belge pendant les dix années précédant sa déclaration.

Lorsque la validité des actes passés antérieurement à la déclaration était subordonnée à la possession de la nationalité belge, cette validité ne peut être contestée pour le seul motif que le déclarant n'avait pas cette nationalité. Il en est de même des droits acquis antérieurement à la déclaration pour lesquels la qualité de Belge était requise".

L'alinéa 1er organise une procédure permettant à la personne qui a joui de façon constante de la possession d'état de Belge pendant les dix années qui ont précédé sa déclaration, d'acquérir cette nationalité "dans la forme prévue à l'article 15

Des explications données au Conseil d'Etat par les délégués du Ministre, il résulte que la condition selon laquelle cette personne n'a jamais été Belge n'exprime pas adéquatement les intentions des auteurs du projet. Pareille condition paraît en effet exiger une preuve négative de la nationalité belge. De même, les mots "pendant les dix années précédant sa déclaration" paraissent exclure que l'erreur ait été découverte et que les faits de possession d'état aient cessé d'être établis au moment où la déclaration est faite. L'intention ne paraît pas être non plus de soumettre cette personne aux conditions prévues par l'article 15, § 2, alinéa 1er.

.../...

A la vérité, le texte paraît envisager au moins trois hypothèses différentes :

- 1° Une personne s'est, de bonne foi, crue Belge et a joui de façon constante de la possession d'état de Belge, mais il est constaté que cette qualité lui a été reconnue par erreur ou qu'elle a été perdue.
- 2° Une personne qui jouit de la possession d'état de Belge ne parvient pas à apporter la preuve de cette qualité selon les règles posées par le Code, sans qu'il soit démontré qu'elle a perdu la qualité de Belge ou qu'elle ne l'a jamais eue.
- 3° Une personne a perdu pour l'avenir la qualité de Belge parce que sa filiation à l'égard d'un auteur belge cesse d'être établie à la veille de sa majorité (article 8, § 4), mais elle a durant dix ans joui de la possession d'état de Belge.

Dans le deuxième cas mais non dans le premier ni le troisième, la possession d'état est une preuve de la qualité de Belge.

Le texte suivant est proposé :

"Article 17. La personne qui a joui de façon constante durant dix années de la possession d'état de Belge peut, si la qualité de Belge lui est contestée, acquérir la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 15, § 1er, et agréée conformément à la procédure prévue par l'article 15, §§ 2 et 3, sans que, toutefois, l'agrément puisse être refusé pour un motif autre que le caractère insuffisant de la possession d'état alléguée.

.../...

La déclaration doit être faite avant l'expiration d'un délai (d'un an) depuis que les faits de possession d'état ont cessé d'être établis. Ce délai est prorogé jusqu'à l'âge de (dix-neuf ans) si le déclarant est une personne dont la filiation à l'égard d'un auteur belge a cessé d'être établie durant sa minorité".

Article 19 du Code en projet.

L'alinéa 1er ne vise que la personne qui a été reconnue en qualité de réfugié ou d'apatride en Belgique, en vertu des Conventions internationales qui y sont en vigueur. Ainsi se trouve exclu du bénéfice de la réduction de la durée de résidence, l'étranger qui a été assimilé au réfugié par le Ministre de la Justice, en vertu de l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980.

On peut se demander si cette exclusion a été voulue par les auteurs du texte.

Dans la négative, le second membre de phrase de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"...; ce délai est réduit à trois ans pour celui dont la qualité de réfugié ou d'apatride a été reconnue en Belgique en vertu des Conventions internationales qui y sont en vigueur ou en vertu de l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers".

.../...

L'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il suit :

"Est assimilée à la résidence en Belgique, la résidence à l'étranger lorsque le déclarant prouve qu'il a eu, pendant la durée requise, des attaches véritables avec la Belgique".

Article 21 du Code en projet.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er fait en partie double emploi avec l'article 6 du Code en projet. Il suffirait d'écrire :

"La demande de naturalisation est adressée au Ministre de la Justice et déposée au parquet du tribunal de première instance du lieu où le demandeur a sa résidence principale".

L'article n'évoque que de manière indirecte, dans le paragraphe 4 qui vise "les pièces de l'instruction et l'avis des autorités judiciaires", l'exigence, en cas de demande de naturalisation, d'une enquête comparable à celle qui est prescrite notamment en matière d'option.

Si, comme on peut le supposer par la rédaction même du paragraphe 4, l'intention du Gouvernement est que le Parlement ne prenne sa décision que sur le vu d'une telle enquête, l'article devrait être complété en conséquence.

A la fin du paragraphe 3, les mots "pour un autre motif que celui mentionné à l'article 19, § 2" devraient être remplacés par les mots "ou perd les attaches visées à l'article 19, alinéa 2".

.../...

A la fin du paragraphe 4, il serait plus précis d'écrire "et l'avis du procureur général" au lieu de "et l'avis des autorités judiciaires".

+

Article 22 du Code en projet.

Le 2° du paragraphe 1er de cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

"2° celui qui, ayant atteint l'âge de dix-huit ans, déclare renoncer à la nationalité belge; cette déclaration ne peut être faite que si le déclarant prouve qu'il possède une nationalité étrangère ou qu'il l'acquiert ou la recouvre par l'effet de sa déclaration;".

Les 3°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article gagneraient à être rédigés comme suit, notamment pour la raison indiquée à propos de l'article 1er du projet :

"3° l'enfant mineur soumis à l'autorité d'un seul auteur ou adoptant, lorsque celui-ci perd la qualité de Belge par l'effet du 1° ou du 2°, à la condition que la nationalité étrangère de l'auteur ou de l'adoptant soit conférée au mineur ou que celui-ci la possède déjà; lorsque l'autorité sur l'enfant est exercée par les père et mère ou par les adoptants, le mineur ne perd pas la nationalité belge tant que l'un d'eux la possède encore; il la perd lorsque cet auteur ou adoptant vient lui-même à la perdre, à la condition que le mineur acquière la nationalité d'un de ses auteurs ou adoptants ou qu'il la possède déjà; la même règle s'applique au cas où l'autorité sur l'enfant est exercée par le père ou la mère et son conjoint adoptant;

.../...

- 4° l'enfant mineur adopté par un étranger ou par des étrangers, à la condition que la nationalité de l'adoptant ou de l'un d'eux lui soit acquise par l'effet de l'adoption ou qu'il possède déjà cette nationalité; il ne perd pas la nationalité belge si l'un des adoptants est Belge ou si l'auteur conjoint de l'adoptant étranger est Belge;
- 5° le Belge né à l'étranger qui, depuis l'âge de dix-huit ans, pendant une période ininterrompue de dix ans, a établi sa résidence à l'étranger et n'a pas déclaré, avant l'expiration de ce délai, vouloir conserver la nationalité belge; du jour d'une telle déclaration, un nouveau délai de dix ans prend cours;
- 6° l'enfant mineur soumis à l'autorité d'un seul auteur ou adoptant, lorsque celui-ci perd la qualité de Belge par l'effet du 5°; lorsque l'autorité sur l'enfant est exercée par les père et mère ou par les adoptants, le mineur ne perd pas la nationalité belge tant que l'un d'eux la possède encore; il la perd lorsque cet auteur ou adoptant vient lui-même à la perdre; la même règle s'applique au cas où l'autorité sur l'enfant est exercée par le père ou la mère et son conjoint adoptant;
- 7° celui qui est déchu de la nationalité belge en vertu de l'article 23".

Au paragraphe 3, le renvoi aux 1°, 2° et 3° du paragraphe 1er est sans objet. Il faut donc lire : "Le paragraphe 1er, 5° et 6°, ne s'applique pas au Belge ...".

.../...

Article 23 du Code en projet.

Au paragraphe 9, dans le texte français, il faut écrire "... ne peut redevenir Belge que par naturalisation".

Article 24 du Code en projet.

Il serait préférable de libeller l'article de la manière suivante :

"Article 24. Celui qui a perdu la nationalité belge autrement que par déchéance peut, par une déclaration faite et agréée conformément à l'article 15, la recouvrer aux conditions suivantes :

- 1° avoir été Belge de naissance;
- 2° être âgé d'au moins dix-huit ans;
- 3° avoir eu sa résidence principale en Belgique pendant les douze mois qui précèdent la déclaration.

Si cette dernière condition n'est pas remplie ou si la perte de la nationalité belge procède d'une renonciation, le tribunal peut agréer le recouvrement après avoir apprécié,

.../...

outre les éléments indiqués à l'article 15, § 2, alinéa 1er, les circonstances dans lesquelles le déclarant a perdu la nationalité belge et les raisons pour lesquelles il veut la recouvrer".

Article 25 du Code en projet.

Le début de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le dispositif des décisions définitives prises en application des articles 15 à 17 et 24 est transcrit ... (la suite comme au projet)".

+

Chapitres VII, VIII, IX et X.

Ces chapitres contiennent respectivement des dispositions modificatives, des dispositions abrogatoires, des dispositions transitoires et une disposition finale. Si l'on peut admettre que celles des dispositions transitoires qui se rapportent au Code de la nationalité soient à leur place dans ce Code, il n'en va pas de même pour les autres dispositions. Celles-ci devraient, sur le modèle du Code judiciaire et de la loi du 10 octobre 1967 contenant ce Code, figurer à la fin du projet avec, outre la disposition finale, une seule disposition transitoire : celle qui se rapporte à l'article 10 nouveau et à l'article 15 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 (1) et qui est évidemment sans relation avec le Code de la nationalité. Le projet pourrait,

.../...

(1) Voir, ci-dessous, l'article 16 proposé.

si cette suggestion était suivie, réunir dans un titre III : "Dispositions modificatives, abrogatoires et transitoire", un chapitre Ier correspondant au chapitre VII du Code, dans le projet du Gouvernement, un chapitre II, correspondant au chapitre VIII, un chapitre III qui, sous l'intitulé "Dispositions transitoire et finale", contiendrait la disposition transitoire propre aux articles 10 et 15 nouveaux précités et la disposition relative à l'entrée en vigueur de la loi et du Code de la nationalité.

+

Section 2.

En tête de la section 2, un article devrait être ajouté au projet.

Il aurait pour objet de modifier l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918 relatif au séjour en Belgique des étrangers et des personnes d'origine étrangère, modifié par la loi du 15 décembre 1980.

Ce texte fait en effet référence aux articles 5, 6 et 8 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité coordonnées le 14 décembre 1932, et devrait donc être mis en concordance avec le Code de la nationalité (belge) en projet.

Article 14 du projet (article 31 dans le Code en projet).

L'article 31, § 1er, du Code en projet vise à compléter l'article 569, alinéa 1er, du Code judiciaire.

.../...

L'occasion du présent projet pourrait être saisie pour corriger l'anomalie dont cet article est actuellement affecté.

Deux lois successives, celle du 7 mai 1973 modifiant les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1875 sur le régime des aliénés ainsi que les articles 569, 594 et 627 du Code judiciaire, et celle du 20 juillet 1976 portant approbation et exécution de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, et de l'Annexe, faites à Bruxelles le 29 novembre 1969, ont ajouté des dispositions qui portent toutes deux le n° 19°.

Il est suggéré, dans ces conditions, de rédiger l'article de la manière suivante :

"Article 14.-

§ 1er. A l'article 569 du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, le 19°, y inséré par la loi du 20 juillet 1976, devient le 21°.

2° L'alinéa 1er est complété comme suit :

"22° des déclarations fondées sur les articles 15 à 17, 24, 26 et 28 du Code de la nationalité (belge)".

3° L'alinéa 2, modifié par la loi du 20 juillet 1976, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le tribunal de première instance de Bruxelles est seul compétent dans les cas prévus à l'alinéa 1er, 8°, 17° et 21°, et celui d'Anvers dans le cas prévu à l'alinéa 1er, 18°".

4° Il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

"Le tribunal de première instance de Bruxelles est seul compétent dans les cas prévus à l'alinéa 1er, 22°, lorsque le demandeur n'a pas ou n'a plus sa résidence principale en Belgique".

.../...

§ 2. L'article 628, 9°, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"9° le juge de la résidence principale du déclarant, lorsqu'il s'agit de déclarations fondées sur les articles 15 à 17, 24, 26 et 28 du Code de la nationalité(belge)".

Article 15 du projet (article 32 dans le Code en projet).

L'occasion du présent projet pourrait être mise à profit pour abroger formellement, outre les textes prévus à l'article 32 du Code en projet, certaines dispositions qui ont cessé d'être en vigueur, parmi lesquelles on peut citer :

- 1° le décret du 9 février 1811 concernant les juifs étrangers qui se sont établis à Livourne, et portant qu'à l'avenir nul étranger, juif ou autre, ne pourra devenir sujet français que d'après les règles établies par les lois générales de la France;
- 2° l'arrêté-loi du 1er juin 1944 portant modifications temporaires de la législation sur la nationalité;
- 3° la loi du 31 décembre 1951 accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge".

+

Chapitre IX. Dispositions transitoires.

Ainsi qu'il a été exposé plus haut, il n'y aurait pas d'inconvénient à insérer les dispositions transitoires relatives au Code de la nationalité dans ce Code lui-même, où elles prendraient la suite de l'article 25, comme il sera proposé ci-après.

.../...

Il conviendrait cependant d'insérer dans la loi en projet, après l'article 15, une disposition transitoire relative aux dispositions nouvelles de l'article 10 et de l'article 15 de la loi du 15 décembre 1980, telles qu'elles sont prévues par le projet. Il n'est en effet pas de bonne méthode légistique d'intégrer dans une disposition permanente une mesure transitoire destinée par définition à épuiser ses effets après un certain temps. C'est la raison pour laquelle, dans le texte qu'il a proposé pour l'article 10 en projet, le Conseil d'Etat n'a pas reproduit les expressions "après son entrée en vigueur" et "après l'entrée en vigueur de la présente disposition" qui figuraient dans l'avant-projet et qui manquaient d'ailleurs de précision. Un texte sera proposé ci-après.

Chapitre X. Disposition finale.

Il conviendrait de prévoir l'entrée en vigueur non seulement du Code de la nationalité, mais aussi de la loi.

Au surplus, de l'accord du délégué du Ministre, il serait prudent de ne pas imposer au Roi une date unique de mise en vigueur.

TEXTE PROPOSE.

"Chapitre III. Dispositions transitoire et finale.

Article 16.-

L'article 10, alinéas 2 et 3, et l'article 15, alinéas 2 et 3, insérés par la présente loi dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas applicables au conjoint ou à l'enfant de l'étranger qui a été admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume ou qui a été autorisé à s'y établir avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 17.-

Les dispositions de la présente loi et celles du Code de la nationalité (belge) entrent en vigueur aux dates qui seront fixées par le Roi".

+

Le chapitre groupant les dispositions transitoires du Code de la nationalité devrait être numéroté VII par suite des modifications proposées ci-dessus.

+

Article 33 du Code en projet (devenant 26).

Au paragraphe 1er, sixième ligne, l'expression recommandée par l'usage est :

"... lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932 et modifiées par les lois des ...".

Article 36 du Code en projet (devenant 29).

Le début de l'article devrait être complété comme suit :

"L'entrée en vigueur des articles 8 à 11 du Code de la nationalité (belge) n'a pas ...".

.../...

Article 37 du Code en projet (devenant 30).

Le début de l'article devrait être écrit comme suit :

"Le délai de résidence à l'étranger prévu à l'article 22, § 1er, 5°, du Code de la nationalité (belge) ...".

+

Il conviendrait enfin d'ajouter au chapitre des dispositions transitoires du Code un nouvel article rédigé comme suit :

"Article 31. L'article 25 est applicable à la transcription des actes prévus aux articles 26 et 28".

OBSERVATION FINALE.

Sauf lorsque le Conseil d'Etat en a proposé lui-même l'emploi (par exemple à l'article 8, § 4, du Code en projet), le mot "qualité" devrait être remplacé par le mot "nationalité" dans diverses dispositions du texte français du projet et, dans ce cas, "nationaliteit" devrait y correspondre dans le texte néerlandais.

OPSCHRIFT.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het opschrift als volgt zou worden geredigeerd :

"Voorontwerp van wet betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen en houdende invoering van het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit)".

VOORDRACHTFORMULIER.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat de lijst van de ministers die de tekst voordragen derwijze aangevuld zou moeten worden dat daarin alle ministers voorkomen wier departement bij de bepalingen van het ontwerp betrokken is.

BEPALEND GEDEELTE.

Onderzoek van titel I. Bepalingen tot wijziging
van de toestand van de vreemdelingen.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het opschrift van de "Eerste Titel" als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"Eerste Titel. - Bepalingen betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen".

+

.../...

Ook volgens de gemachtigde van de Minister zou het opschrift van het "Eerste hoofdstuk" beter als volgt worden geredigeerd :

"Hoofdstuk I. - Bepalingen inzake gezinshereniging".

+

Artikel 1.

In de volzin die het ontworpen artikel 10 inleidt, moeten de woorden "en onverminderd het bepaalde in artikel 9" als overbodig vervallen; het spreekt immers vanzelf dat artikel 10 moet worden toegepast in samenhang met alle andere bepalingen van de wet.

Mocht de Regering niettemin dit voorbehoud wensen te handhaven, dan schrijve men, om de tekst niet bovenmatig te verzwaren : "Onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 9 en 12, zijn van rechtswege ...".

Aangevuld zoals hierna zal worden voorgesteld, zou artikel 10, vanaf het bepaalde onder 4°, moeten voorzien in het geval dat de echtgenoot of het kind komt samenleven met een vreemdeling die gemachtigd is om zich in het Rijk te vestigen.

Overigens zouden twee discrepanties moeten worden weggewerkt tussen de Franse tekst en de Nederlandse tekst, welke laatste, naar aan de Raad van State is medegedeeld, de bedoeling van de Regering beter weergeeft. Het ware bijgevolg verkieslijk te schrijven :

"4° de vreemdeling die de echtgenoot is van een tot een verblijf in het Rijk toegelaten of gemachtigde vreemdeling of van een tot vestiging aldaar gemachtigde vreemdeling, en die met deze komt samenleven, alsmede hun kinderen die te hunnen laste zijn en die met hen komen samenleven al-

vorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt ...".

De woorden "tenzij een verdrag dat België bindt meer voordelige bepalingen bevat", die in het ontwerp op voornoemde tekst volgen, zijn overbodig en zouden kunnen vervallen. De gemachtigden van de Minister hebben evenwel aangevoerd dat die woorden dienstig zijn om misverstand bij de uitlegging van de wet te voorkomen. Dat eventuele misverstand zou uit de weg kunnen worden geruimd door de memorie van toelichting.

Het is niet gebruikelijk dat de genummerde onderverdeling van een lid zelf meer dan één lid bevat, want die handelwijze levert groot gevaar op voor verwarring wanneer naar aldus ingeklede bepalingen wordt verwezen. De leden 2 en 3 van 4° zouden bijgevolg de leden 2, 3 en 4 van artikel 10 moeten vormen. Zij zouden bovendien beter worden geredigeerd als volgt :

"Wanneer de echtgenoot of het kind van een tot een verblijf in het Rijk toegelaten of gemachtigde vreemdeling of van een tot vestiging aldaar gemachtigde vreemdeling, zelf tot een verblijf in het Rijk toegelaten is op grond van het eerste lid, 4°, kan het recht om zich bij dezelfde vreemdeling te voegen nog slechts worden ingeroepen tijdens hetzelfde kalenderjaar en het daaropvolgende kalenderjaar.

Wanneer een vreemdeling tot een verblijf in het Rijk toegelaten is, met toepassing van het eerste lid, 4°, kunnen noch zijn echtgenoot noch zijn kinderen zich beroepen op het recht om zich bij hem te komen voegen krachtens dezelfde bepaling.

Het eerste lid, 4°, is niet van toepassing op de leden van het gezin van de vreemdeling die gemachtigd is in België te verblijven om er te studeren".

.../...

Artikel 2.

De inleidende volzin zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 15 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : ".

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zouden de woorden "onder voorbehoud van artikel 10, 4°, 2de lid" (lees : artikel 10, tweede lid, volgens de tekst die hierboven voor die bepaling is voorgesteld) de bedoeling weergeven om de door artikel 10, tweede lid, gestelde beperkingen toepassing te doen vinden op het geval dat bedoeld is in het ontworpen artikel 15, eerste lid, 2°. Die bedoeling zou nauwkeuriger weergegeven zijn indien de bedoelde beperkingen werden herhaald, maar dan aangepast aan de in het ontworpen artikel 15 bedoelde bijzondere toestand.

De volgende tekst wordt voorgesteld om ingevoegd te worden tussen het eerste en het tweede lid :

"Wanneer de echtgenoot of het kind van een tot vestiging in het Rijk gemachtigde vreemdeling zelf tot vestiging in het Rijk gemachtigd is op grond van het eerste lid, 2°, kan het recht om zich bij dezelfde vreemdeling te voegen nog slechts worden ingeroepen tijdens hetzelfde kalenderjaar en tijdens het daaropvolgende kalenderjaar.

Wanneer een vreemdeling tot vestiging in het Rijk gemachtigd is met toepassing van het eerste lid, 2°, kunnen zijn echtgenoot noch zijn kinderen zich beroepen op het recht om zich bij hem te komen voegen krachtens dezelfde bepaling".

Overigens zou in het eerste lid, 1°, van de tekst van het ontworpen artikel 15 moeten worden gelezen : "... in artikel 10, eerste lid, 2° en 3°, bepaalde categorieën; ", en, in 2°, onder meer om de hierboven opgegeven reden :

.../...

"2° aan de vreemdeling die de echtgenoot is van een tot vestiging in het Rijk gemachtigde vreemdeling en die met deze samenleeft, alsmede aan hun kinderen die met hen samenleven en die ofwel de leeftijd van achttien jaar niet hebben bereikt, ofwel te hunnen laste zijn".

+

Het opschrift van hoofdstuk II zou meer in overeenstemming zijn met dat van hoofdstuk I, indien het zou luiden :

"Hoofdstuk II. - Bepalingen betreffende studenten".

+

Artikel 3.

Luidens de memorie van toelichting zou het recht op een verblijfsvergunning alleen toegekend worden aan "degenen die hogere studiën in de brede zin komen volgen, met inbegrip van diegenen die hoger technisch onderwijs of een voorbereidend jaar tot hoger onderwijs sensu stricto komen volgen".

Die verduidelijking zou in de tekst moeten worden ingevoegd. Deze zou trouwens de wettelijke terminologie dienen te gebruiken. Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

In artikel 58, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "die in België wenst te studeren" vervangen door de woorden "die in België wenst te studeren in het hoger onderwijs of er het voorbereidend jaar tot het hoger onderwijs wenst te volgen, bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs".

Artikel 4.

Aangezien het woord "leerling" bestaansreden blijft hebben als artikel 3 het voorbereidend jaar tot hoger onderwijs omvat, heeft artikel 4 geen onderwerp meer en moet het vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Het ontworpen artikel 61 luidt :

"Onverminderd de andere bepalingen van de wet kan de Minister van Justitie of zijn gemachtigde de vreemdeling die de toelating heeft gekregen om in het Rijk te verblijven ten einde er te studeren, het bevel geven het grondgebied van het Rijk te verlaten wanneer deze na afloop van zijn studies zijn verblijf verlengt of wanneer hij een winstgevende bedrijvigheid uitoefent die de normale voortzetting van zijn studies kennelijk hindert of nog wanneer hij zich zonder geldige reden niet aanmeldt voor de examens en aldus niet meer voldoet aan de voorwaarden welke aan zijn hoedanigheid van student zijn verbonden.

Diezelfde maatregelen kunnen genomen worden ten aanzien van de leden van het gezin van wie het verblijf beperkt is tot dat van de student".

Terwijl artikel 61 van de wet van 15 december 1980 bijzondere gronden opgeeft voor terugwijzing van de vreemdeling die toelating heeft gekregen om in België te verblijven ten einde er te studeren, beoogt de ontworpen bepaling die maatregel te vervangen door aan de Minister of aan zijn gemachtigde bevoegdheid te verlenen om, op dezelfde gronden, het bevel te geven het grondgebied te verlaten.

De wet van 15 december 1980 onderscheidt vier maatregelen tot verwijdering van het grondgebied naar gelang van de duur van het regelmatig verblijf in België. Het bevel om het grondgebied te verlaten heeft alleen betrekking op de vreemdeling die noch gemachtigd noch toegelaten is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk en die zich bevindt in een van de in artikel 7 van de wet opgesomde gevallen.

In de situatie die het ontworpen artikel 61 op het oog heeft, zou het bevel om het grondgebied te verlaten betrekking hebben op een vreemdeling die gemachtigd is tot verblijf voor een bepaalde duur, maar noodzakelijkerwijs voor meer dan drie maanden, en die niet langer voldoet aan de voor zijn verblijf gestelde voorwaarden. De wetgever zal moeten oordelen of er grond is om in de wet van 15 december 1980 een wijziging aan te brengen die de onderlinge samenhang en de harmonie tussen de onderscheiden delen van die wet dreigt te verbreken.

Volgens de door de gemachtigden van de Minister verschaftte uitleg hebben de in de ontworpen bepaling vervatte wijzigingen van artikel 61 van de wet van 15 december 1980 alleen tot doel de Minister van Justitie of zijn gemachtigde in staat te stellen om, met een gewoon bevel om het grondgebied te verlaten, de student te verwijderen die na afloop van zijn studie zijn verblijf verlengt, en wiens verblijfsvergunning, om die reden, niet is vernieuwd. Het ligt niet in de bedoeling van de Regering om die maatregel te treffen ten opzichte van een student die een winstgevende bedrijvigheid uitoefent die de normale voortzetting van zijn studie kennelijk hindert, of die zich zonder geldige reden niet aanmeldt voor de examens, en bijgevolg evenmin om in die laatste twee gevallen de waarborgen te beperken waarmee de wetgever de verwijdering van een tot verblijf toegelaten of gemachtigde vreemdeling heeft willen omringen.

Die bedoeling zou beter weergegeven zijn indien de in het ontworpen artikel 61 bedoelde maatregel werd beperkt tot de eerste van de drie redenen tot terugwijzing die thans in dat artikel zijn bepaald. In dat geval zou de overheid de keuze hebben tussen de twee maatregelen tot verwijdering van het grondgebied.

Onder voorbehoud van de hierboven gemaakte principiële opmerking, wordt derhalve voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

Artikel 61 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

"De Minister van Justitie of zijn gemachtigde kan de vreemdeling die toelating had gekregen om in België te verblijven ten einde er te studeren en die na afloop van die studie zijn verblijf heeft verlengd en niet meer in het bezit is van een regelmatige verblijfsvergunning, ook het bevel geven het grondgebied te verlaten. Dezelfde maatregel kan, onder dezelfde voorwaarden genomen worden ten aanzien van de leden van het gezin van de student wiens verblijfsrecht beperkt is tot de duur van zijn studie. In beide gevallen vermeldt het bevel om het grondgebied te verlaten dat dit lid is toegepast".

+

Het ware geraden de hoofdstukken III en IV in omgekeerde volgorde op te nemen ter wille van de continuïteit van de bepalingen tot wijziging van de wet van 15 december 1980.

+

Het opschrift van hoofdstuk III (dat IV wordt) zou beter overeenstemmen met dat van de voorgaande hoofdstukken indien het als volgt werd geredigeerd :

"Hoofdstuk IV. - Bepalingen betreffende de maatschappelijke bijstand".

+

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp vervangt het hele artikel 57 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

.../...

In feite beoogt het artikel in dat artikel 57 een nieuw vierde lid in te voegen.

Vermits het gaat om een andere wet dan die van 15 december 1980, werke men derhalve, zoals gebruikelijk is, met invoeging van het nieuwe vierde lid en redigere men de inleidende volzin als volgt :

"In artikel 57 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd : ".

In het ontworpen vierde lid kunnen de woorden "die zich in onwettige toestand bevinden" aanleiding geven tot verwarring. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat wordt gelezen :

"Indien het evenwel vreemdelingen betreft die onwettig in het Rijk verblijven,... ".

De verdere tekst kan tegelijk eenvoudiger en grammaticaal juister als volgt worden geformuleerd : "..., wordt de maatschappelijke bijstand beperkt tot de materiële en geneeskundige dienstverlening die nodig is om in het levensonderhoud te voorzien. In dat geval kan de materiële dienstverlening ook alleen door uitkeringen in natura worden verzekerd".

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

In het advies bij het ontwerp van wet betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt dat artikel 14 van de ontworpen wet, hetwelk bepaalde dat de Minister van Justitie

.../...

een vreemdeling kon verbieden in bepaalde gemeenten te verblijven of er zich te vestigen, indien hij oordeelde "dat de aangroei van de vreemde bevolking in die gemeenten te groot (werd)", in die redactie, onverenigbaar was met artikel 2 van het Protocol nr 4 van 16 september 1963 bij het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (Kamer, zitting 1974-1975, Gedr. St. 653/1, blz. 72).

In de memorie van toelichting bij hetzelfde wetsontwerp heeft de Regering verklaard om welke redenen zij artikel 14 van het oorspronkelijke ontwerp had geschrapt (ibid., blz. 21).

De Raad van State wordt thans geconfronteerd met de vraag of de tekst die wordt voorgesteld voor het in de wet van 15 december 1980 in te voegen artikel 18bis, voldoet aan de door België aangegane internationale verbintenissen.

Het ontworpen artikel 18bis luidt :

"Artikel 18bis.

De Koning kan, op voorstel van de Minister van Justitie, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, bij een algemene voorziening en voor een bepaalde periode, de vreemdelingen anderen dan E.G.-vreemdelingen en gelijkgestelden in de zin van artikel 40, verbieden, op straffe bij artikel 75 bepaald, te verblijven of zich te vestigen in bepaalde gemeenten, indien hij oordeelt dat de aangroei van de vreemde bevolking in deze gemeenten het algemeen belang schaadt.

Om voornoemd voorstel te kunnen doen, moet de Minister van Justitie op zijn initiatief een eensluidend en met redenen omkleed advies hebben ingewonnen, dat uitgaat van de betrokken Gemeenteraad, die daarover bij een tweederde meerderheid heeft beslist, en dient hij een advies van de Gouverneur van de provincie in te winnen.

Het verbod betreft slechts dezen die, op het ogenblik dat het in werking treedt, niet in het Koninkrijk gevestigd waren en niet in de gemeente waar het van toepassing is verbleven. Het heeft geen betrekking op de vreemdeling die krachtens de wet of een koninklijk besluit vrijgesteld is van inschrijving bij het gemeentebestuur.

.../...

Het verbod is evenmin van toepassing :

- 1° op de personen die genieten van het recht op gezinshereniging krachtens artikel 10, 4°, en krachtens artikel 15, 1ste lid, 2°;
- 2° op de personen die gemachtigd zijn in België te verblijven en die met een vreemdeling die in de bewuste gemeente verblijft de in artikel 10, 4°, vermelde band van bloed- of aanverwantschap hebben en met hem komen samenleven.

De burgemeester van de gemeente waar het verbod van kracht is, kan, in afwijking van het eerste lid, de vreemdeling die erom verzoekt toestaan voor een bepaalde tijd in die gemeente te verblijven. Dat verzoek is slechts ontvankelijk indien de belanghebbende het recht heeft gedurende deze tijd in België te verblijven. Indien de afwijking niet binnen de dertig dagen van het verzoek wordt toegestaan kan de belanghebbende per aangetekende brief een met redenen omkleed verzoek richten tot de Minister van Justitie, die het inwilligt of weigert".

Luidens het eerste lid van dit artikel wordt de maatregel gewettigd doordat "de aangroei van de vreemde bevolking in deze gemeenten het algemeen belang (zou schaden)". Er moet worden nagegaan of het gebruik van die laatste woorden, die zijn ontleend aan artikel 2, 4, van evengenoemd Protocol nr 4, beantwoordt aan de vereisten die gesteld zijn in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden gecombineerd met het Protocol nr 4, en in de artikelen 12 en 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 december 1966. Het Verdrag is goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981 (Staatsblad van 6 juli 1983) en de artikelen 12 en 26 behoren niet tot die waaromtrent de Belgische Regering bij de neerlegging van haar bekrachtigingsoorkonde een verklaring of een voorbehoud heeft geformuleerd. Wel heeft de Regering een verklaring geformuleerd betreffende artikel 2, paragraaf 2, van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, verklaring die luidt als volgt :

"(4) Bij de neerlegging van zijn bekrachtigingsoorkonden heeft België volgende Verklaringen gedaan :

.../...

In verband met artikel 2, paragraaf 2, legt de Belgische Regering non-discriminatie op grond van de nationale afkomst uit als niet noodzakelijk de verplichting voor de Staten inhoudend, aan vreemdelingen dezelfde rechten als aan de eigen onderdanen te waarborgen. Dit begrip moet worden verstaan als ertoe strekkend iedere willekeurige gedraging, doch niet verschillen in behandeling, stoelend op objectieve en redelijke overwegingen, overeenstemmend met de beginselen die in democratische samenlevingen gelden, uit te bannen" (Staatsblad, 6 juli 1983, blz. 8829).

Die verklaring geldt niet voor het Verdrag van dezelfde dag inzake burgerrechten en politieke rechten.

+

+

+

Of het bepaalde in het ontworpen artikel 18bis overeenstemt met België's internationale verplichtingen hangt af van de uitlegging die moet worden gegeven aan het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten enerzijds, aan het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en aan het Protocol nr 4 bij dit Verdrag anderzijds. Twee stellingen kunnen in dit opzicht worden verdedigd.

Ten gunste van de eerste stelling, volgens welke die bepaling onverenigbaar zou zijn met de internationale verplichtingen van België, kan het volgende worden aangevoerd.

1° Het Europees Verdrag en de Protocollen hebben als toepassingsgebied *ratione personae* "eenieder die ressorteert onder (de) rechtsmacht" van de Hoge Verdragsluitende Partijen (Verdrag, artikel 1). Het Internationaal Verdrag heeft, in dat opzicht, dezelfde draagwijdte. De gewaarborgde rechten werden zo essentieel geacht dat ze in principe geen discriminatie tussen de onderdaan en de vreemdeling dulden. Die wil wordt uitgedrukt door het verbod van de in artikel 14 van het Europees Verdrag en in artikel 26 van het Internationaal Verdrag opgesomde discriminaties, verbod waarover hierna nog zal worden gehandeld; die wil vloeit eveneens voort uit de omstandigheid

.../...

dat verscheidene bepalingen van het Verdrag en van de Protocolen nu eens impliciet dan weer expliciet verwijzen naar de specifieke toestand van de vreemdelingen. Als voorbeeld van impliciete verwijzing kunnen worden vermeld : artikel 5, 1, f, en artikel 15; op grond van dit laatste kan in tijd van oorlog afgeweken worden van de meeste verplichtingen ingevolge het Verdrag, en inzonderheid van die van artikel 14, ten einde, bijvoorbeeld, beperkingen te stellen op de uitoefening van bepaalde rechten of van bepaalde vrijheden door de vreemdelingen. Artikel 16 van het Verdrag en artikel 4 van het Protocol nr 4 stellen bijzondere regels die van toepassing zijn op de vreemdelingen als zodanig.

2° In verscheidene arresten heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens de draagwijdte van artikel 14 van het Verdrag nader uitgelegd. Het gaat niet om een autonome bepaling, maar, aldus het Hof, "tout se passe comme si l'article 14 faisait partie intégrante de chacune des dispositions garantissant des droits et libertés" (arrest van 23 juli 1968, "Belgische taalzaken", reeks A, nr 6, pp. 33-34, § 9; arrest "Nationaal Syndicaat van de Belgische politie", 27 oktober 1975, reeks A, nr 19, p. 33, § 44; arrest MARCKX, 13 juni 1979, reeks A, nr 31, § 32). In dit laatste arrest heeft het Hof een gezamenlijke toepassing gemaakt van artikel 14 van het Verdrag en artikel 1 van het Protocol nr 1 (arrest MARCKX, §§ 63-65). Uit wat voorafgaat vloeit voort dat artikel 2 van het Protocol nr 4 zelf ook moet worden samengelezen met artikel 14 van het Verdrag, hetgeen betekent dat het recht, voor degene die "zich wettig op het grondgebied van een Staat bevindt", om "zich daar vrij te verplaatsen en er in vrijheid plaats van verblijf te kiezen", geen enkel onderscheid verdraagt op grond van ras, kleur, taal, godsdienst, nationale of maatschappelijke afkomst, het behoren tot een nationale minderheid; die verschillende gronden van onderscheid zijn wel wat verward door elkaar gehaald bij het uitwerken van een beperking die slechts voor zeer bijzondere categorieën van vreemdelingen zou gelden, te meer daar het laatste lid van het ontworpen artikel 18bis individuele afwijkingen van de collectieve beperkingen mogelijk

zou maken. Daarbij komt nog dat de tekst van artikel 2, 1, van het Protocol nr 4 eerder de vreemdelingen dan de eigen ingezetenen op het oog heeft; de woorden "een ieder die zich wettig op het grondgebied van een Staat bevindt" passen immers beter bij de vreemdelingen dan bij de anderen, terwijl de vreemdelingen ook meer dan de anderen de behoefte gevoelen om te worden beschermd tegen de beperkingen van het recht om zich vrij te verplaatsen over het hele grondgebied.

3° Staat artikel 2, 4, van het Protocol nr 4 de Belgische wetgever toe de Regering te machtigen om de in het ontworpen artikel 18bis bedoelde maatregelen uit te vaardigen ? Artikel 14 van het Verdrag is evengoed te combineren met de bepalingen die de gewaarborgde rechten en vrijheden beperken, of zodanige beperkingen toestaan, als met de bepalingen die deze rechten en vrijheden waarborgen. Wanneer derhalve op een gewaarborgd recht beperkingen mogen worden gesteld, mag dat niet geschieden op een wijze die ten aanzien van artikel 14 als een discriminatie zou moeten worden beschouwd.

4° Het voorbereidend werk van het Protocol nr 4 verschaft enkele aanwijzingen over de draagwijdte van het begrip "algemeen belang" in artikel 2, 4. De huidige tekst is ontstaan uit een wijziging die het Comité van deskundigen in de door de Vergadering voorgestelde tekst heeft aangebracht. Tot de redenen die beperkingen wettigen, behoorden in de oorspronkelijke tekst ook die welke gegrond waren op de noodwendigheden van de economische welvaart van het land. Het toelichtend rapport zegt daaromtrent : "le Comité a décidé de supprimer toute référence dans le paragraphe 3 aux nécessités de la prospérité économique et d'insérer un paragraphe supplémentaire concernant cette question (v. infra par. 18)" ("Rapport explicatif sur les Protocoles n°s 2 à 5 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Doc. H (71) 11, 1971, p. 45, § 15". Dezelfde tekst is weergegeven in de "Recueil des travaux préparatoires du Protocole n° 4", Straatsburg, 1976, blz. 720, § 15).

Het loont de moeite paragraaf 18 van hetzelfde toelichtende rapport in zijn geheel over te nemen :

"18. La majorité du Comité s'était prononcée contre l'inclusion d'une clause permettant des restrictions fondées sur les exigences du bien-être économique. Elle admettait toutefois que dans certaines zones il pourrait être nécessaire, pour des raisons légitimes et uniquement dans l'intérêt public au sein d'une société démocratique, d'imposer les restrictions qui pourraient ne pas être couvertes par la notion d'ordre public. Le Comité a décidé en conséquence d'insérer un paragraphe supplémentaire prévoyant que les droits reconnus au paragraphe 1er pourraient également, dans certaines zones déterminées, faire l'objet de restrictions qui, prévues par la loi, sont justifiées par l'intérêt public dans une société démocratique.

Le terme zone, dans l'acception du présent article, ne se réfère pas à une entité géographique ou administrative donnée. Le sens de cette condition est que les restrictions doivent être localisées à un périmètre bien défini" (voornoemd toelichtend rapport, blz. 46; voornoemde "Recueil", blz. 721).

De gegevens die door het voorbereidend werk van het Protocol nr 4 zijn verstrekt, inzonderheid wat betreft artikel 2, 4, van dat Protocol, wettigen dus de veronderstelling, enerzijds, dat de term "algemeen belang" een ruimere strekking heeft dan de term "openbare orde" en, anderzijds, dat hij in de plaats is gekomen van het begrip "noodwendigheden van de economische welvaart", hetwelk hij kennelijk heeft vervangen.

Men moet zich derhalve afvragen of de in het Regeringsontwerp bedoelde en totaal verschillende hypothese strookt met de beperkingen die het voornoemde Protocol nr 4 toestaat. Bovendien lijkt het vast te staan dat het begrip algemeen belang, dat ruimer is dan het begrip openbare orde, niet beantwoordt aan de eisen van artikel 12, 3, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

.../...

De tweede stelling verschilt hierdoor van de eerste dat zij ervan uitgaat dat de beperkende bepalingen die op alle vreemdelingen van toepassing zijn, geen discriminatie inhouden. Zij zou in dat opzicht steun kunnen vinden in een passus uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 april 1964, in verband met de bepaling die krachtens die wet artikel 2 D van de wet van 28 maart 1952 zou worden (Hand. Senaat, vergadering van 21 maart 1963, blz. 962-963). Die stukken dateren weliswaar van voor de inwerkingtreding in België van het Protocol nr 4, maar zijn tot stand gekomen in de periode dat de tekst van dat Protocol werd voorbereid.

Tegen overtreding van het Europees Verdrag en van de Protocollen kan worden opgekomen bij de Europese Commissie voor de rechten van de mens en kan, in voorkomend geval, een beslissing worden verkregen van het Europees Hof voor de rechten van de mens, dat bevoegd is om de van kracht zijnde bepalingen uit te leggen. In de huidige stand van de rechtspraak van die twee hoge rechtscolleges is het bijzonder moeilijk te voorspellen welke van beide hierboven samengevatte interpretaties het zou halen.

Bovendien is het de Raad van State, wegens de korte termijn waarbinnen hij verzocht werd zijn advies te geven, niet mogelijk geweest deze aangelegenheid zo grondig te onderzoeken als wenselijk zou zijn geweest. Daarom meent hij zich ertoe te moeten beperken de aandacht van de Wetgevende Kamers te vestigen op het ernstige gevaar van onverenigbaarheid tussen het ontworpen artikel 18bis en de geldende bepalingen van internationaal recht.

+

.../...

De inleidende volzin van het artikel zou in ieder geval als volgt moeten worden geredigeerd :

"Na artikel 18 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt een hoofdstuk IVbis ingevoegd met een artikel 18bis, luidend als volgt :

"Hoofdstuk IVbis. ...

Artikel 18bis. ..."

Artikel 8.

Artikel 7 dat de Regering wil doen toevoegen aan de wet van 30 juli 1981 tot beteugeling van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat ingegeven daden, luidt :

"De correctionele rechtbanken nemen kennis van die misdrijven, onder voorbehoud van de toepassing van de wet van 15 juni 1899 die titel I van het Militair Wetboek van straffordering bevat".

De memorie van toelichting geeft een breedvoerige verantwoording voor die bepaling, waarbij onder meer wordt aangevoerd dat "een al te ruime opvatting van het begrip persmisdrijf er vrijwel zou toe leiden dat wordt verhinderd dat deze wet van 30 juli 1981 in de volle zin des woords van kracht is", want "de verplichting weliswaar uiterst laakbare, maar niet echt voor criminele straffen in aanmerking komende zaken aanhangig te maken bij het Hof van assisen, zou zwaar kunnen wegen op de beoordeling van de raadzaamheid van strafvervolgning en derhalve deze wet ontkrachten". De memorie van toelichting voegt er nog aan toe dat de aard zelf van de misdrijven in kwestie, wegens, enerzijds, de hartstochten die ze kunnen opwekken en, anderzijds, de "technische" moeilijkheid om ze te onderscheiden van gewone meningsuitingen, pleit voor het toevertrouwen van de beoordeling ervan aan beroepsmagistraten, liever dan aan een jury.

De Raad van State kan alleen maar vaststellen dat artikel 98 van de Grondwet verhindert dat de persmisdrijven worden onttrokken aan de bevoegdheid van het Hof van assisen. Het artikel is vatbaar voor herziening verklaard, maar alleen om er een lid aan toe te voegen dat de waarborg van de jury uitbreidt tot andere informatiemiddelen dan de geschreven pers (1).

Onderzoek van "Titel II - Wetboek van de Belgische
nationaliteit".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Op artikel 1 na, dat de hoedanigheid van "minderjarige" in de zin van het ontworpen Wetboek omschrijft, houdt het Wetboek geen uitdrukkelijke regeling in ten aanzien van het recht dat toepasselijk is op geschillen van staat en van bekwaamheid die aan de bepaling van de Belgische nationaliteit kunnen voorafgaan.

Het lijdt geen twijfel dat in beginsel de Belgische wet bevoegd is, maar aangezien deze ook de Belgische regeling inzake wetsconflicten inhoudt, is het aldus gegeven antwoord louter formeel. Het blijft de vraag of de voorafgaande geschillen van staat en van bekwaamheid onder het Belgische burgerlijk recht vallen dan wel, in voorkomend geval, onder een

.../...

(1) Verklaring van de wetgevende macht, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 6 oktober 1981; zie ook Kamer, Gedr. St. 10 (1981-1982), nr 1/1°, blz. 24-25.

buitenlandse regeling die door de Belgische regeling inzake wetsconflicten toepasselijk is verklaard. De moeilijkheid is des te acuter daar het waarschijnlijk irrelevant en, volgens de uitleg die de gemachtigden van de Regering hebben verstrekt, in strijd met het voornemen van deze zou zijn een van beide regelingen systematisch op alle gevallen toe te passen.

Wegens de zeer korte termijn waarin het advies diende te worden verstrekt, de ingewikkeldheid van het vraagstuk en mede doordat het ontwerp in dezen geen enkele bepaling bevat, meent de Raad van State er zich toe te moeten bepalen op het bestaan van die moeilijkheid te wijzen.

II. Het adjectief "Belgisch" is zeker niet onmisbaar ter betiteling van een door de Belgische wetgever aangenomen Wetboek; die wetgever kan uiteraard geen regeling treffen voor een vreemde nationaliteit. Derhalve is in de hierna voorgestelde opschriften de benaming "Wetboek van de Belgische nationaliteit" in de Nederlandse tekst vervangen door "Nationaliteitswetboek" (niet : "Wetboek van de nationaliteit"); in de Franse tekst is het adjectief "belge" tussen haakjes geplaatst.

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

De inleidende volzin kan eenvoudiger in dezer voege worden gesteld :

"Artikel 7.-

De volgende bepalingen vormen het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit) :

.../...

"Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische
nationaliteit).

Hoofdstuk I. - Algemene bepalingen.

..."

Artikel 2 van het ontworpen Wetboek.

Daar "verwerving" (lees : "verkrijging") een term is waaraan een beperkte en een ruime betekenis gehecht kunnen worden, zou het beter zijn eerst de toekenning van de Belgische nationaliteit te vermelden en te schrijven : "Toekenning, verkrijging, verlies en herkrijging ...".

Dezelfde opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waar dezelfde opsomming wordt gegeven.

Artikel 4 van het ontworpen Wetboek.

Naar het model van het Franse Nationaliteitswetboek zou het ontworpen artikel 4, de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens, beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4. Het bewijs van de Belgische nationaliteit wordt geleverd door aan te tonen dat de bij de Belgische wet opgelegde voorwaarden en vormvereisten zijn vervuld.

Wanneer de Belgische nationaliteit echter alleen op afstamming of adoptie berust, wordt zij behoudens tegenbewijs als bewezen beschouwd indien de persoon, aan wie de belanghebbende zijn nationaliteit beweert te ontleen, zonder onderbreking de staat van Belg heeft bezeten.

.../...

Het bezit van de staat van Belg wordt verkregen door uitoefening van de rechten welke die hoedanigheid uitsluitend aan Belgen toekent".

Artikel 5 van het ontworpen Wetboek.

De woorden "voor de toepassing van de bepalingen waarin die term wordt gebruikt zijn overbodig en kunnen, de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens, vervallen.

Het ontworpen artikel zou beter op de volgende wijze worden gesteld :

"Artikel 5. Als Belg door geboorte wordt beschouwd de persoon die de Belgische nationaliteit bezit, anders dan door naturalisatie of door een krachtens artikel 16 afgelegde verklaring".

Artikel 6 van het ontworpen Wetboek.

Aan het einde van het artikel schrijve men : "... , kan worden verricht krachtens een bijzondere en authentieke volmacht".

Artikel 7 van het ontworpen Wetboek.

De woorden "overeenkomstig de bepalingen van boek I van het Burgerlijk Wetboek" zijn zodanig dat zij al te beperkende gevolgen kunnen hebben. Zij zouden moeten vervallen; de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens.

.../...

Het eerste lid van het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Meerderjarige onbekwamen en ermee gelijkgestelden worden voor het verrichten van rechtshandelingen inzake nationaliteit vertegenwoordigd door hun wettelijk vertegenwoordiger".

Artikel 8 van het ontworpen Wetboek.

Dat artikel luidt aldus :

"Artikel 8. § 1. Belg zijn, behoudens hetgeen in de § 2 en 3 van dit artikel is bepaald :

- 1° het kind geboren in België uit een Belgische ouder;
- 2° het kind geboren in het buitenland
 - a. uit een Belgische ouder geboren in België of in gebieden onder Belgische soevereiniteit of onder Belgisch bestuur, of
 - b. uit een Belgische ouder die het bewijs levert dat op het tijdstip van de geboorte van het kind hijzelf of zijn echtgenoot een effectieve band heeft met de Belgische samenleving.

Ongeacht de bepalingen a en b hiervoor, is Belg ieder kind dat in het buitenland is geboren uit een Belgische ouder als het geen andere nationaliteit bezit.

De minderjarige geboren in het buitenland die de staat van Belg enkel uit hoofde van het voorgaand lid bezit, verliest de Belgische nationaliteit vanaf de dag waarop, gedurende zijn minderjarigheid, is vastgesteld dat hij een vreemde nationaliteit bezit.

§ 2. In paragraaf 1, wordt onder Belgische ouder verstaan de ouder die Belg is op het tijdstip van de vaststelling van de afstamming gedurende de minderjarigheid. Indien de afstamming pas na de dood van de ouder wordt vastgesteld, volstaat het dat deze bij zijn overlijden Belg was.

De verkrijging van de Belgische nationaliteit heeft gevolg vanaf de dag waarop de afstamming is vastgesteld.

.../...

§ 3. De afstamming, vastgesteld na het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, heeft slechts gevolg inzake nationaliteit indien zij vastgesteld wordt ten aanzien van de adoptant of zijn echtgenoot.

§ 4. Vanaf de dag waarop de afstamming ophoudt te bestaan, verliest de minderjarige de staat van Belg, indien hij de staat enkel op grond van dit artikel heeft verkregen".

I. Het ontwerp is onder meer in die zin nieuw dat het een beperking stelt op het van rechtswege toekennen van de nationaliteit door het ene feit van de afstamming : terwijl de gecoördineerde wetten geen beperking kennen voor overdracht van de Belgische nationaliteit door afstamming wanneer deze een zodanig gevolg heeft, dient er volgens de regel van artikel 8, § 1, van het ontworpen Wetboek, voor het toekennen van de nationaliteit op grond van afstamming van een Belgisch ouder ook nog een andere band met België te bestaan, behalve wanneer het uit een Belgische ouder geboren kind geen andere nationaliteit bezit (paragraaf 1, tweede lid). De opheffing van ieder onderscheid dat op grond van de juridische aard van de afstamming wordt gemaakt en de omstandigheid dat een Belgische moeder volgens de bepalingen van het ontwerp haar nationaliteit op dezelfde voorwaarden als een Belgische vader overdraagt, zullen wellicht tot gevolg hebben dat aan meer kinderen op grond van hun afstamming de Belgische nationaliteit zal worden toegekend. De kwantitatieve weerslag van dit aspect van de in uitzicht gestelde hervorming moet echter niet worden overschat. In de overgrote meerderheid van de bij het Wetboek geregelde gevallen bezitten immers de beide ouders van het kind de Belgische nationaliteit. Een wijziging van het nationaliteitsrecht heeft op dat punt slechts gevolgen wanneer een Belgische vrouw uit haar huwelijk met een vreemdeling een wettig kind heeft of wanneer de natuurlijke afstamming van een Belgische moeder en een vader welke die nationaliteit niet bezit, wettelijk is bewezen.

.../...

Het valt te betwijfelen of de regeling in de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, 2°, b, een geschikt middel is om het oogmerk van de Regering te bereiken. Het begrip "feitelijke nationaliteit" of "feitelijke band" wordt in het internationaal recht gebruikt, hetzij als een aanvullende voorwaarde opdat een Staat diplomatieke bescherming biedt aan een persoon die de nationaliteit ervan bezit (arrest NOTTEBOHM van het Internationaal Gerechtshof, 6 april 1955, C.I.J. Recueil 1955, blz. 5), hetzij om een nationaliteitenconflict te beslechten (Verdrag van 's Gravenhage van 12 april 1930 nopens zekere vragen betreffende wetsconflicten inzake nationaliteit, artikel 5). In deze twee gevallen wordt echter ten aanzien van het feitelijkheidsgegeven aangenomen dat de nationaliteit volgens de wetgeving van de bevoegde staat is vastgesteld en is die feitelijkheid geen voorwaarde voor de toekenning zelf van die nationaliteit. Bovendien lijkt het moeilijk samen te gaan met de rechtszekerheid dat de Belgische nationaliteit uit kracht van afstamming van rechtswege slechts zou worden toegekend nadat is nagegaan of een zo vage voorwaarde als het bestaan van "een effectieve band met de Belgische samenleving" is vervuld. Indien een zodanig vereiste wordt behouden, zal de administratieve overheid uiteraard genoodzaakt zijn de feiten die een belanghebbende aanvoert, te toetsen, zich over hun relevantie uit te spreken en vele situaties in het onzekere te laten zolang er naar aanleiding van een rechtsgeding geen regeling voor is getroffen. Daarom ook is het gebruik van het begrip effectieve band, behoudens betere formulering, niet laakbaar als dat begrip behoort tot de voorwaarden voor een nationaliteitsverkrijging die niet van rechtswege, maar alleen aan het einde van een gerechtelijke inwilligingsprocedure (artikelen 14, derde lid, en 16, § 2, tweede lid, van het ontworpen Wetboek) of uit kracht van een naturalisatiewet (artikel 19, tweede lid, van het ontworpen Wetboek) bewerkstelligd wordt.

.../...

De Raad van State suggereert, de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens, dat het bewijs van de feitelijke band met België in de onderstelling die in paragraaf 1, 2°, b, voormeld is geformuleerd, uitsluitend zou blijken uit de verklaring die de Belgische ouder van het in het buitenland geboren kind heeft afgelegd gedurende de minderjarigheid van dat kind en binnen een bij de geboorte ingaande termijn die gevoeglijk op vijf jaar bepaald kan worden. De belanghebbende van zijn kant kan, als zijn Belgische ouder heeft nagelaten, een zodanige verklaring af te leggen, aan de omstandigheid dat hij in het buitenland uit een Belgische ouder is geboren, een motief voor verkrijging van de Belgische nationaliteit door nationaliteitskeuze ontlenen (artikel 13, 2°, van het ontworpen Wetboek).

+
+ +

Paragraaf 1 zou duidelijker zijn geredigeerd als het in het tweede lid van die paragraaf geregelde geval in de opsomming van het eerste lid wordt opgenomen.

II. Paragraaf 1, derde lid, en paragraaf 4 van de hierboven overgenomen tekst regelen twee gevallen waarin de bij de geboorte toegekende Belgische nationaliteit ten gevolge van een latere gebeurtenis komt te vervallen : in de eerste van de twee bepalingen is die gebeurtenis de verkrijging van een vreemde nationaliteit tijdens de minderjarigheid; in de tweede volgt "het verlies" van de staat van Belg uit het feit dat de afstamming van de Belgische ouder gedurende de minderjarigheid van het kind "ophoudt te bestaan". Mocht het in deze twee gevallen echt om het verlies van de Belgische nationaliteit gaan, dan zou het redelijker zijn de aangelegenheid onder artikel 22 van het ontworpen Wetboek te regelen. De nationaliteitsverandering blijkt echter niet van dien aard te zijn. Integendeel, volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg beoogt de Regering in de twee gevallen de gevolgen van de

.../...

Belgische nationaliteit te behouden voor de periode die voorafgaat aan de gebeurtenis die de nationaliteitsverandering wettigt en de toegekende nationaliteit als blijvend te beschouwen wanneer de bewust gebeurtenis zich na de minderjarigheid voordoet.

In het geval van paragraaf 4 heeft de beslissing die over de betrekking van afstamming is gewezen (bijvoorbeeld ontkenning van vaderschap of nietigverklaring van een met de wet strijdige erkenning van een natuurlijk kind) in het burgerlijk recht een declaratoir karakter; aangenomen wordt dat de afstamming waarover een zodanige beslissing is gewezen ten aanzien van de persoon in kwestie nooit heeft bestaan. Het zou volkomen onjuist zijn in dezen over "verlies" van nationaliteit te spreken. Toch kan om redenen van billijkheid of praktisch belang, waarover de wetgever moet oordelen, de bijzondere uitwerking die de betrekking van afstamming op het terrein van de nationaliteit heeft gehad, worden behouden, ofwel tot de dag dat een rechterlijke beslissing die betrekking teniet heeft gedaan, ofwel zelfs voorgoed.

III. Paragraaf 3 beoogt een beperking van het gevolg dat de vaststelling van een afstamming na homologatie van de adoptie kan hebben ten aanzien van de toekenning van de Belgische nationaliteit. In het burgerlijk recht bestaat er reeds een soortgelijke beperking. Toch regelt de ontworpen bepaling op een al te elliptische wijze twee radicaal verschillende gevallen : enerzijds het gevolg dat de vaststelling van de afstamming ten aanzien van een Belg heeft wanneer die geadopteerde vreemdeling is en anderzijds het gevolg dat de vaststelling van de afstamming ten aanzien van een vreemdeling heeft wanneer de geadopteerde Belg is. In elk van beide gevallen behoort de Belgische wetgever zich te bepalen tot het beperken van het gevolg dat de vaststelling van de afstamming respectievelijk voor de verkrijging en voor het verlies van de Belgische nationaliteit kan hebben. Het is echter de vraag of nader bepaald hoeft te worden dat een geadopteerde van Belgische nationaliteit wiens afstamming

ten aanzien van een vreemdeling homologatie of uitspraak van de adoptie is vastgesteld, als gevolg van de vaststelling van die afstamming zijn nationaliteit niet verliest. Verlies van de Belgische nationaliteit wordt niet vermoed en er kan derhalve mee worden volstaan dat geval niet in artikel 22 op te nemen en in de memorie van toelichting dienaangaande uitleg te verstrekken. Om die reden is het deel van de hierna voorgestelde tekst dat die kwestie beoogt te regelen, tussen haakjes geplaatst.

IV. De reeds hiervoren aangehaalde eerste volzin van paragraaf 2 luidt aldus :

"In paragraaf 1, wordt onder Belgische ouder verstaan de ouder die Belg is op het tijdstip van de vaststelling van de afstamming gedurende de minderjarigheid".

Het lijkt zowel weinig logisch als weinig praktisch dat voor het bepalen van de Belgische nationaliteit het tijdstip van vaststelling van de afstamming in aanmerking wordt genomen. Het zou beter zijn, de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens, de geboortedatum als uitgangspunt te nemen.

Het tweede lid van dezelfde paragraaf komt op hetzelfde neer als artikel 2 van het ontworpen Wetboek en behoort daarom te vervallen.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen wordt voor artikel 8 van het ontworpen Wetboek de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 8. § 1. Belg zijn :

1° het kind geboren in België uit een Belgische ouder;

2° het kind geboren in het buitenland :

a. uit een ouder geboren in België of in gebieden onder Belgische soevereiniteit of onder Belgisch bestuur;

- b. uit een Belgische ouder die, binnen een termijn van (vijf jaar) na de geboorte, bij een Belgische overheid een verklaring heeft afgelegd waarin hij verzoekt om toekenning van de Belgische nationaliteit aan zijn minderjarig kind;
- c. uit een Belgische ouder, op voorwaarde dat het geen andere nationaliteit bezit.

De Koning wijst de overheden aan die bevoegd zijn om de in het eerste lid, 2°, b, bedoelde verklaring in ontvangst te nemen en bepaalt aan welke vormvoorschriften en nadere regels de verklaring moet voldoen.

De minderjarige aan wie de Belgische nationaliteit krachtens het eerste lid, 2°, c, is toegekend, behoudt die nationaliteit zolang gedurende zijn minderjarigheid niet is aangetoond dat hij een vreemde nationaliteit bezit.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 dient de ouder de Belgische nationaliteit te bezitten op de geboortedag van het kind. Indien de afstamming pas na de dood van de ouder wordt vastgesteld, is het voldoende dat deze bij zijn overlijden Belg was.

§ 3. De afstamming vastgesteld ten aanzien van een Belgisch ouder na de datum van het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, verleent de Belgische nationaliteit maar aan het kind indien die afstamming wordt vastgesteld ten aanzien van de adoptant of diens echtgenoot.

(De geadopteerde van Belgische nationaliteit verliest die nationaliteit niet wanneer zijn afstamming ten aanzien van een vreemdeling wordt vastgesteld na de datum van het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt).

.../...

§ 4. De persoon aan wie de Belgische nationaliteit van zijn ouder is toegekend, behoudt die nationaliteit wanneer zijn afstamming na zijn minderjarigheid niet langer vaststaat. Indien gedurende zijn minderjarigheid zijn afstamming niet langer blijkt vast te staan kunnen de handelingen die zijn aangegaan toen de afstamming nog vaststond en voor de geldigheid waarvan de staat van Belg vereist is, niet worden betwist enkel en alleen omdat de belanghebbende die nationaliteit niet bezat. Hetzelfde geldt voor de rechten welke zijn verkregen voor de datum waarop de afstamming gebleken is niet langer vast te staan".

Artikel 9 van het ontworpen Wetboek.

Er is een duidelijke discrepantie tussen artikel 9 en artikel 8 daar voor verkrijging van de Belgische nationaliteit door adoptie niet dezelfde beperkingen gelden als die welke artikel 8 oplegt wanneer die nationaliteit wordt toegekend op grond van de nationaliteit van de vader of de moeder.

Onder dit voorbehoud, en subsidiair, zou de tekst moeten aangeven op welk tijdstip het kind minderjarig moet zijn, wil zijn adoptie door een Belg hem in staat stellen de Belgische nationaliteit te verkrijgen. Met inachtneming daarvan en onder hetzelfde voorbehoud, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 9. Het door een Belg geadopteerde kind verkrijgt de Belgische nationaliteit indien het minderjarig is de dag dat de adoptie uitwerking heeft".

Artikel 10 van het ontworpen Wetboek.

Het eerste lid luidt aldus :

"Belg is het kind dat in België geboren is en geen vreemde nationaliteit bezit".

Uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat deze tekst, volgens de bedoeling van de Regering,

toepassing zou vinden op het in België geboren kind dat gedurende zijn minderjarigheid de vreemde nationaliteit die het bij zijn geboorte bezat zou hebben verloren.

In het tweede lid lijkt het niet noodzakelijk de woorden "Het in België gevonden pasgeboren kind", aan te vullen met de betreffende bijzin "wiens akte van geboorte is opge maakt zoals bepaald in artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek". Die betreffende bijzin kan zonder bezwaar vervallen.

Het derde lid luidt aldus :

"De minderjarige die de staat van Belg enkel op grond van dit artikel heeft verkregen, verliest de Belgische nationaliteit vanaf de dag waarop, gedurende zijn minderjarigheid, is vastgesteld dat hij een vreemde nationaliteit bezit".

Het zou verkieslijk zijn de regel zo te formuleren dat de tweevoudige bedoeling van de Regering, zoals zij aan de Raad van State te kennen is gegeven, er beter uit blijkt, veel eer het behoud van de Belgische nationaliteit als het verlies ervan te beklemtonen en de verkrijging van de vreemde nationaliteit in aanmerking te nemen zonder de toepassing van de bepaling te beperken tot het geval dat de belanghebbende die vreemde nationaliteit van bij zijn geboorte heeft bezeten, hetgeen uit het gebruik van het werkwoord "bezit" zou kunnen worden afgeleid.

Het derde lid zou dus in dezer voege geredigeerd moeten worden :

"De krachtens dit artikel verleende nationaliteit blijft behouden zolang de belanghebbende tijdens zijn minderjarigheid niet een vreemde nationaliteit heeft verkregen".

.../...

Artikel 11 van het ontworpen Wetboek.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. De persoon die in België is geboren uit een ouder die er eveneens is geboren, bezit de Belgische nationaliteit op de leeftijd van achttien jaar mits hij in België verblijft en er sedert de leeftijd van vijftien jaar onafgebroken zijn verblijfplaats heeft gehad".

Paragraaf 2 luidt aldus :

"§ 2. De eerste paragraaf is niet van toepassing op het kind dat in België geboren is en wiens ouder een diplomatiek ambtenaar of een beroepsconsul van vreemde nationaliteit is".

In haar huidige redactie lijkt die bepaling te beperkend, inzonderheid ten opzichte van artikel II van het Protocol betreffende de verkrijging van nationaliteit, opgemaakt te Wenen op 18 april 1961 (Belgisch Staatsblad van 6 juni 1968) (1) en van artikel II van het Protocol betreffende de verkrijging van nationaliteit, opgemaakt te Wenen op 24 april 1963 (Belgisch Staatsblad van 14 november 1970) (2).

De Regering en de Wetgevende Kamers zullen hebben te oordelen of het niet past de bepaling te laten vervallen of de tekst ervan af te stemmen op de internationale verplichtingen die België heeft aangegaan.

.../...

- (1) "Artikel II. Leden van de zending die geen onderdanen zijn van de ontvangende Staat, alsmede hun inwonende gezinsleden, kunnen niet uitsluitend krachtens de wet van de ontvangende Staat de nationaliteit van die Staat verkrijgen".
- (2) "Artikel II. Leden van de zending die geen onderdanen zijn van de verblijfstaat, alsmede hun inwonende gezinsleden, kunnen niet uitsluitend krachtens de wet van de verblijfstaat de nationaliteit van de Staat verkrijgen.

Artikel 12 van het ontworpen Wetboek.

Het artikel luidt aldus :

"De vrijwillige verkrijging of de herkrijging van de staat van Belg door een ouder of een adoptant die het gezag over de minderjarige uitoefent, verleent aan deze laatste de Belgische nationaliteit".

Volgens aan de Raad van State verstrekte gegevens slaat de uitdrukking "het gezag over de minderjarige" op de beide ouders, zelfs nadat hun echtscheiding is uitgesproken.

De tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 12. Bij vrijwillige verkrijging of herkrijging van de staat van Belg door een ouder of een adoptant die het gezag over een minderjarige uitoefent, wordt aan deze laatste de Belgische nationaliteit toegekend".

+

Artikel 13 van het ontworpen Wetboek.

In de Franse tekst van de inleidende volzin zou het woord "établies" vervangen moeten worden door het woord "déterminées".

Uit aan de Raad van State verstrekte informatie blijkt dat in het geval sub 2° één van de ouders of adoptanten de staat van Belg moet bezitten op het ogenblik dat de verklaring wordt afgelegd. Dat vereiste zou in de tekst verwoord moeten worden

.../...

en in 2° zouden bijgevolg de woorden "op het tijdstip van de verklaring" ingevoegd moeten worden na het woord "adoptant".

De bedoeling van de Regering, zoals zij aan de Raad van State kenbaar is gemaakt, zou aan het einde van 4° beter in dezer voege verwoord worden : "... met een persoon die over hem het wettelijk gezag uitoefent".

Artikel 14 van het ontworpen Wetboek.

Het eerste lid, 2°, leze men als volgt :

"2° zijn hoofdverblijf in België hebben gehad gedurende de twaalf voorafgaande maanden;".

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"Verblijf in het buitenland wordt met verblijf in België gelijkgesteld wanneer de belanghebbende bewijst een werkelijke band met België te hebben bewaard".

Artikel 15 van het ontworpen Wetboek.

In het eerste lid, op de tweede regel, en in het tweede lid, op de derde regel, van paragraaf 1 zouden de woorden "overhandigd aan" vervangen moeten worden door de woorden "afgelegd voor".

.../...

Het eerste en het tweede lid van paragraaf 2 zouden beter op de volgende wijze worden geformuleerd :

"De rechtbank van eerste aanleg doet, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen en de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen, uitspraak over de inwilliging van de nationaliteitskeuze. Zij weigert inwilliging wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten die zij in de motivering van haar beslissing nader dient te omschrijven, of als zij redenen heeft, die zij eveneens dient te omschrijven, om te oordelen dat de integratiewil van de belanghebbende onvoldoende is.

Van de beslissing wordt aan de belanghebbende kennis gegeven door toedoen van de procureur des Konings. De belanghebbende en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing van de rechtbank, bij een aan het Hof van beroep gericht verzoekschrift. Dit Hof doet uitspraak na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen en de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen".

Artikel 16 van het ontworpen Wetboek.

Daar paragraaf 1 geen enkele normatieve strekking heeft, kan hij uit het ontwerp worden weggelaten.

Paragraaf 2 (vooraan in de tekst behoort het teken § 2 te worden geschrapt) zou in de volgende redactie de tekst van het artikel worden :

.../...

"Artikel 16. De vreemdeling die huwt met een Belg of wiens echtgenoot gedurende het huwelijk de Belgische nationaliteit verkrijgt kan, indien de echtgenoten gedurende ten minste zes maanden in België samen hebben verbleven en zolang zij in België samenleven, door een overeenkomstig artikel 15 afgelegde en ingewilligde verklaring de staat van Belg verkrijgen. De rechtbank kan de uitspraak uitstellen indien zij, om redenen die eigen zijn aan het geval, van mening is dat de duur van het samenleven in België onvoldoende is om haar in staat te stellen de integratiewil van de belanghebbende te beoordelen.

Samenleven in het buitenland wordt gelijkgesteld met samenleven in België wanneer de belanghebbende bewijst dat er tussen hem en België een werkelijke band is ontstaan".

Artikel 17 van het ontworpen Wetboek.

Het artikel luidt aldus :

"Artikel 17. Kan de Belgische nationaliteit verkrijgen, vanaf de leeftijd van 18 jaar, door een verklaring afgelegd op de wijze bepaald bij artikel 15, hij die, zonder ooit Belg te zijn geweest, niettemin zonder onderbreking in het genot is geweest van het bezit van de staat van Belg gedurende de 10 jaar die aan zijn verklaring voorafgaan.

Wanneer de geldigheid van de voor de verklaring verrichte akten afhankelijk is van het bezit van de Belgische nationaliteit, kan die geldigheid niet worden betwist op de enkele grond dat de belanghebbende de nationaliteit niet bezat. Hetzelfde geldt voor de rechten die voor de verklaring zijn verkregen en waarvoor het bezit van de staat van Belg een vereiste was".

.../...

Het eerste lid stelt een procedure in waarbij personen die gedurende de tien jaar die aan hun verklaring voorafgaan zonder onderbreking in het genot zijn geweest van het bezit van de staat van Belg, die nationaliteit "op de wijze bepaald bij artikel 15" kunnen verkrijgen.

Uit de door de gemachtigden van de Minister aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt dat de voorwaarde dat die personen nooit Belg zijn geweest de bedoeling van de stellers van het ontwerp niet adequaat weergeeft. Een dergelijke voorwaarde lijkt immers een negatief bewijs van de Belgische nationaliteit te vergen. Evenzo lijken de woorden "gedurende de tien jaar die aan zijn verklaring voorafgaan" uit te sluiten dat de vergissing zou zijn ontdekt en dat de feiten betreffende het bezit van staat niet langer bewezen zouden zijn op het ogenblik dat de verklaring wordt afgelegd. Het lijkt evenmin de bedoeling te zijn de bij artikel 15, § 2, eerste lid, bepaalde voorwaarden voor die personen te doen gelden.

De tekst lijkt in werkelijkheid ten minste drie verschillende gevallen te onderstellen :

- 1° Een persoon heeft zich te goeder trouw als Belg beschouwd en is zonder onderbreking "in het genot geweest van het bezit van de staat van Belg" maar men komt tot de bevinding dat die hoedanigheid hem bij vergissing is toegekend of dat zij is verloren.
- 2° Een persoon die in het genot is van het bezit van de staat van Belg slaagt er niet in die hoedanigheid volgens de bij het Wetboek gegeven voorschriften te bewijzen, maar er wordt niet aangetoond dat hij de staat van Belg heeft verloren of die nooit heeft bezeten.

.../...

3° Een persoon heeft wat de toekomst betreft de staat van Belg verloren omdat zijn afstamming van een Belgische ouder vlak voor zijn meerderjarigheid niet langer vaststaat (artikel 8, § 4), maar is gedurende tien jaar in het genot geweest van het bezit van de staat van Belg.

In het tweede geval maar niet in het eerste of het derde, is het bezit van staat een bewijs van de hoedanigheid van Belg.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 17. De persoon die gedurende tien jaar zonder onderbreking in het genot is geweest van het bezit van de staat van Belg kan, wanneer zijn hoedanigheid van Belg betwist wordt, de Belgische nationaliteit verkrijgen door een verklaring afgelegd volgens de vormvoorschriften van artikel 15, § 1, en ingewilligd overeenkomstig de bij artikel 15, §§ 2 en 3, voorgeschreven procedure, zonder dat de inwilliging echter geweigerd kan worden om een andere reden dan dat het beweerde bezit van staat ontoereikend is.

De verklaring dient te worden afgelegd voordat een termijn (van een jaar) is verstreken vanaf het ogenblik dat de feiten betreffende het bezit van staat niet langer vaststaan. Die termijn wordt verlengd tot de leeftijd van (negentien jaar) wanneer de belanghebbende een persoon is wiens afstamming van een Belgische ouder gedurende zijn minderjarigheid gebleken is niet langer vast te staan".

.../...

Artikel 19 van het ontworpen Wetboek.

Het eerste lid doelt slechts op personen die krachtens in België vigerende internationale overeenkomsten aldaar als vluchteling of als staatloze zijn erkend. Vreemdelingen die door de Minister van Justitie krachtens artikel 57 van de wet van 15 december 1980 met vluchtelingen zijn gelijkgesteld, komen op die manier niet in aanmerking voor verkorting van de voorgeschreven verblijfsduur.

Men kan zich afvragen of de stellers van de tekst die uitsluiting hebben gewild.

Zo neen, dan zou het tweede zinsdeel van het eerste lid beter als volgt worden gesteld :

"...; die termijn wordt verminderd tot drie jaar voor de vreemdeling wiens hoedanigheid van vluchteling of van staatloze in België is erkend krachtens de er vigerende internationale overeenkomsten of krachtens artikel 57 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen".

Het tweede lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"Verblijf in het buitenland wordt met verblijf in België gelijkgesteld wanneer de belanghebbende bewijst dat hij gedurende de vereiste periode door een werkelijke band met België verbonden is geweest".

.../...

Artikel 21 van het ontworpen Wetboek.

Het eerste lid van paragraaf 1 komt ten dele op hetzelfde neer als artikel 6 van het ontworpen Wetboek. Er kan mee worden volstaan te schrijven :

"Het verzoek om naturalisatie wordt aan de Minister van Justitie gericht en neergelegd op het parket van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijf heeft".

Het artikel formuleert slechts indirect, met name in paragraaf 4 die verwijst naar "(de) stukken van het onderzoek en het advies van de gerechtelijke autoriteiten", het vereiste, voor het geval dat om naturalisatie wordt verzocht, van een onderzoek dat vergelijkbaar is met het onderzoek dat onder meer inzake nationaliteitskeuze is voorgeschreven.

Indien, zoals uit de redactie zelf van paragraaf 4 kan worden opgemaakt, de Regering bedoelt dat het Parlement slechts een beslissing zou nemen nadat het van een zodanig onderzoek kennis heeft genomen, behoort het artikel dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Aan het slot van paragraaf 3 zouden de woorden "om een andere reden dan die vermeld in artikel 19, tweede lid", vervangen moeten worden door de woorden "of de in artikel 19, tweede lid, bedoelde band verliest".

Aan het slot van paragraaf 4 zou nauwkeuriger kunnen worden geschreven "en het advies van de procureur-generaal" in plaats van "en het advies van de gerechtelijke autoriteiten".

Artikel 22 van het ontworpen Wetboek.

Paragraaf 1, 2°, van dat artikel zou in dezer voege gesteld moeten worden :

"2° hij die de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt en verklaart afstand te doen van de Belgische nationaliteit; de daartoe strekkende verklaring kan alleen worden afgelegd wanneer de belanghebbende bewijst dat hij een vreemde nationaliteit bezit of die als gevolg van zijn verklaring verkrijgt of herkrijgt;".

De onderverdelingen 3°, 4°, 5°, 6° en 7° van het artikel zouden beter, onder meer wegens de in verband met artikel 1 van het ontwerp opgegeven reden, als volgt geredigeerd worden :

"3° het minderjarig kind dat onder het gezag staat van een enkele ouder of adoptant wanneer deze op grond van 1° of 2° de staat van Belg verliest, mits de vreemde nationaliteit van de ouder of adoptant aan de minderjarige wordt verleend of deze die nationaliteit reeds bezit; wanneer het gezag over het kind door de ouders of door de adoptanten wordt uitgeoefend, verliest de minderjarige de Belgische nationaliteit niet zolang één van hen die nog bezit; hij verliest ze wanneer die ouder of adoptant ze zelf verliest, mits de minderjarige de nationaliteit van één van zijn ouders of adoptanten verkrijgt of ze reeds bezit; dezelfde regel geldt wanneer het gezag over het kind door de vader of de moeder samen met de echtgenoot-adoptant wordt uitgeoefend;

.../...

- 4° het minderjarig kind dat door een vreemdeling of door vreemdelingen geadopteerd wordt, mits het ten gevolge van de adoptie de nationaliteit van de adoptant of van één van hen verkrijgt of die nationaliteit reeds bezit; het verliest de Belgische nationaliteit niet wanneer een van de adoptanten Belg is of de ouder die echtgenoot is van de vreemde adoptant, Belg is;
- 5° de Belg die in het buitenland geboren is en sedert de leeftijd van achttien jaar gedurende tien jaar ononderbroken zijn verblijf in het buitenland heeft gehad en vóór het verstrijken van die termijn niet heeft verklaard de Belgische nationaliteit te willen behouden; de dag van die verklaring gaat een nieuwe termijn van tien jaar in;
- 6° het minderjarig kind dat onder het gezag van een enkele ouder of adoptant staat, wanneer deze op grond van 5° de staat van Belg verliest; wanneer het gezag over het kind door de ouders of door de adoptanten wordt uitgeoefend, verliest de minderjarige de Belgische nationaliteit niet zolang één van hen die nog bezit; hij verliest ze wanneer die ouder of adoptant ze zelf verliest; dezelfde regel geldt wanneer het gezag over het kind door de vader of de moeder samen met de echtgenoot-adoptant wordt uitgeoefend;
- 7° hij die krachtens artikel 23 van de Belgische nationaliteit vervallen is verklaard".

In paragraaf 3 slaat de verwijzing naar 1°, 2° en 3° van paragraaf 1 nergens op. Er moet dus worden gelezen : "Paragraaf 1, 5° en 6°, is niet van toepassing op de Belg ...".

.../...

Artikel 23 van het ontworpen Wetboek.

In paragraaf 9 schrijve men in de Franse tekst :
"... ne peut redevenir Belge que par naturalisation".

Artikel 24 van het ontworpen Wetboek.

Het zou verkieslijk zijn het artikel als volgt te formuleren :

"Artikel 24. Hij die de Belgische nationaliteit anders dan door vervallenverklaring heeft verloren, kan ze door een overeenkomstig artikel 15 afgelegde en ingewilligde verklaring op de volgende voorwaarden herkrijgen :

- 1° Belg door geboorte zijn geweest;
- 2° ten minste achttien jaar oud zijn;
- 3° gedurende de twaalf maanden die aan de verklaring voorafgaan zijn hoofdverblijf in België hebben gehad.

Indien deze laatste voorwaarde niet is vervuld of indien het verlies van de Belgische nationaliteit het gevolg is van afstand, kan de rechtbank de herkrijging inwilligen nadat zij, eveneens de in artikel 15, § 2, eerste lid, vermelde gegevens, de omstandigheden heeft beoordeeld waarin de belanghebbende de Belgische nationaliteit heeft verloren, alsmede de redenen waarom hij die wil herkrijgen".

.../...

Artikel 25 van het ontworpen Wetboek.

Het begin van het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het beschikkend gedeelte van de op grond van de artikelen 15 tot 17 en 24 genomen eindbeslissingen wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand overgeschreven ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

Hoofdstukken VII, VIII, IX en X.

Die hoofdstukken omvatten respectievelijk wijzigings-, opheffings- en overgangsbepalingen alsmede een slotbepaling. Al kan worden aangenomen dat die overgangsbepalingen welke op het Nationaliteitswetboek betrekking hebben, in dat Wetboek thuishoren, dat geldt niet voor de andere bepalingen. Deze zouden naar het voorbeeld van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 10 oktober 1967 houdende dat Wetboek aan het einde van het ontwerp moeten staan tezamen met, afgezien van de slotbepaling, een enkele overgangsbepaling : die welke betrekking heeft op het nieuwe artikel 10 en op het nieuwe artikel 15 van de wet van 15 december 1980 (1) en die uiteraard geen verband houdt met het Nationaliteitswetboek. Indien op deze suggestie wordt ingegaan, kan in een titel III van het ontwerp, met als opschrift : "Wijzigingsbepalingen, opheffingsbepalingen en overgangsbepaling", het volgende worden samengebracht :

.../...

(1) Zie hierna het voorgestelde artikel 16.

een hoofdstuk I dat overeenkomt met hoofdstuk VII van het Wetboek in het ontwerp van de Regering, een hoofdstuk II dat met hoofdstuk VIII overeenkomt, een hoofdstuk III dat met als opschrift "Overgangs- en slotbepaling", de overgangsbepaling voor de voormelde nieuwe artikelen 10 en 15 zou bevatten alsook de bepaling betreffende de inwerkingtreding van de wet en van het Nationaliteitswetboek.

+

Afdeling 2.

Vooraan in afdeling 2 zou aan het ontwerp een artikel toegevoegd moeten worden.

Het zou strekken tot wijziging van artikel 1, tweede lid, van de besluitwet van 12 oktober 1918 betreffende het verblijf, in België, der vreemdelingen en der personen met vreemden oorsprong, gewijzigd bij de wet van 15 december 1980.

Die tekst verwijst immers naar de artikelen 5, 6 en 8 van de op 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verkrijging, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit en zou dus in overeenstemming moeten worden gebracht met het ontworpen Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit).

Artikel 14 van het ontwerp (artikel 31 van het ontworpen Wetboek).

Artikel 31, § 1, van het ontworpen Wetboek beoogt artikel 569, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen.

.../...

Van het onderhavige ontwerp zou gebruik gemaakt kunnen worden om een thans bestaande anomalie in dat artikel weg te werken.

Twee opeenvolgende wetten, de wet van 7 mei 1973 tot wijziging van de wet van 18 juni 1850 en van 28 december 1875 op de regeling voor de krankzinnigen alsmede van de artikelen 569, 594 en 627 van het Gerechtelijk Wetboek alsook de wet van 20 juli 1976 houdende goedkeuring en uitvoering van het Internationaal Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie, en van de Bijlage, opge maakt te Brussel op 29 november 1969, hebben bepalingen ingevoegd die beide het nr 19° dragen.

Om die reden wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 14.-

§ 1. In artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen gebracht :

"1° In het eerste lid wordt 19°, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1976, 21°.

2° Het eerste lid wordt als volgt aangevuld :

"22° van de verklaringen op grond van de artikelen 15 tot 17, 24, 26 en 28 van het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit)".

3° Het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1976, wordt door het volgende lid vervangen :

.../...

"In de gevallen onder het eerste lid, 8°, 17° en 21°, is alleen de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bevoegd en in het geval onder het eerste lid, 18°, die te Antwerpen".

4° Een als volgt luidend derde lid wordt ingevoegd :

"In de gevallen onder het eerste lid, 22°, is alleen de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bevoegd wanneer de belanghebbende zijn hoofdverblijf niet of niet meer in België heeft".

§ 2. Artikel 628, 9°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"9° de rechter van de plaats waar degene die de verklaring aflegt zijn hoofdverblijf heeft, wanneer het gaat om verklaringen op grond van de artikelen 15 tot 17, 24, 26 en 28 van het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit)".

Artikel 15 van het ontwerp (artikel 32 van het ontworpen Wetboek).

Het onderhavige ontwerp zou te baat kunnen worden genomen om, naast de teksten die in artikel 32 van het ontworpen Wetboek worden genoemd, een aantal bepalingen uitdrukkelijk op te heffen die niet langer van kracht zijn, waaronder :

.../...

- 1° het decreet van 9 februari 1811 "concernant les juifs étrangers qui se sont établis à Livourne", waarin bepaald wordt dat in de toekomst geen enkele vreemdeling, Jood of andere, Frans onderdaan zou kunnen worden dan volgens de regels die bij de algemene wetten van Frankrijk zijn bepaald;
- 2° de besluitwet van 1 juni 1944 houdende tijdelijke wijzigingen van de wetgeving op de nationaliteit;
- 3° de wet van 31 december 1951 waarbij zekere termijnen worden verleend om de hoedanigheid van Belg te verwerven".

+

Hoofdstuk IX. Overgangsbepalingen.

Zoals hiervoren is uiteengezet, zou er geen bezwaar tegen zijn dat de overgangsbepalingen omtrent het Nationaliteitswetboek in dat Wetboek zelf worden opgenomen, waar zij op artikel 25 zouden volgen, hetgeen verderop wordt voorgesteld.

In de ontworpen wet zou echter na artikel 15 een overgangsbepaling moeten worden ingevoegd betreffende de nieuwe bepalingen van de artikelen 10 en 15 van de wet van 15 december 1980, zoals het ontwerp daarin voorziet. Het is immers geen goede wetgevingstechniek dat een overgangsmaatregel, waarvan de uitwerking na verloop van enige tijd uiteraard moet ophouden, in een blijvende bepaling wordt ingeschreven. Daarom heeft de Raad van State de bewoordingen "nadat deze wet in werking is getreden" en "na de inwerkingtreding van deze wet", die in het voorontwerp stonden en die overigens

.../...

niet nauwkeurig genoeg waren, niet overgenomen in de tekst die hij voor het ontworpen artikel 10 heeft voorgesteld. Verderop wordt een tekst voorgesteld.

Hoofdstuk X. Slotbepaling.

Niet alleen in de inwerkingtreding van het Nationaliteitswetboek, maar ook in die van de wet zou moeten worden voorzien.

Het zou bovendien voorzichtig zijn, de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens, de Koning niet te verplichten om alle bepalingen op een en dezelfde datum in werking te doen treden.

TEKSTVOORSTEL.

"Hoofdstuk III. Overgangs- en slotbepaling.

Artikel 16.-

Artikel 10, tweede en derde lid, en artikel 15, tweede en derde lid, bij deze wet ingevoegd in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zijn niet van toepassing op de echtgenoot of op het kind van de vreemdeling die tot een verblijf in het Rijk toegelaten of gemachtigd is of die tot vestiging aldaar gemachtigd is vóór de inwerkingtreding van deze wet.

.../...

Artikel 17.-

De bepalingen van deze wet en die van het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit) treden in werking op de data die door de Koning zullen worden vastgesteld".

+

Het hoofdstuk waarin de overgangsbepalingen van het Nationaliteitswetboek bijeengebracht zijn, zou ten gevolge van de hiervoren voorgestelde wijzigingen het nummer VII moeten dragen.

+

Artikel 33 van het ontworpen Wetboek (dat artikel 26 wordt).

In paragraaf 1, op de zesde regel, werke men met de gebruikelijke formulering :

"... wetten op de verkrijging, het verlies en de herverkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932 en gewijzigd bij de wetten van ...".

Artikel 36 van het ontworpen Wetboek (dat artikel 29 wordt).

Het begin van het artikel behoeft aanvulling in dezer voege :

"De inwerkingtreding van de artikelen 8 tot 11 van het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit) heeft niet ...".

.../...

Artikel 37 van het ontworpen Wetboek (dat artikel 30 wordt).

Het begin van het artikel leze men als volgt :

"De in artikel 22, § 1, 5°, van het Nationaliteitswetboek (Wetboek van de Belgische nationaliteit) bepaalde periode van verblijf in het buitenland ...".

+

Ten slotte zou aan het hoofdstuk met de overgangsbepalingen van het Wetboek een nieuw als volgt luidend artikel moeten worden toegevoegd :

"Artikel 31. Artikel 25 is van toepassing op de overschrijving van de in de artikelen 26 en 28 bedoelde akten".

SLOTOPMERKING.

Behalve wanneer de Raad van State zelf heeft voorgesteld het te gebruiken (bijvoorbeeld in artikel 8, § 4, van het ontworpen Wetboek), zou het woord "qualité" in diverse bepalingen van de Franse tekst van het ontwerp door het woord "nationalité" vervangen moeten worden en in die gevallen zou daar in de Nederlandse tekst "nationaliteit" aan moeten beantwoorden.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

J.-J. STRIJCKMANS,
Ch.-L. CLOSSET,

F. RIGAUX

C. DESCHAMPS,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

P. TAPIE.